



FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE
SWISS FOUNDATION FOR MINE ACTION
SCHWEIZERISCHE STIFTUNG FÜR MINENRÄUMUNG



RAPPORT ANNUEL ANNUAL REPORT 2008

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 1

LES PROGRAMMES 4

Soudan
Burundi
Mozambique
Sri Lanka
Angola
Tadjikistan
Liban
Laos

RAPPORT DE PERFORMANCE 21

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE 24

LES ÉTATS FINANCIERS 26

L'ÉQUIPE FSD 32

SUMMARY

EDITORIAL 1

THE PROGRAMMES 4

Sudan
Burundi
Mozambique
Sri Lanka
Angola
Tajikistan
Lebanon
Laos

PERFORMANCE REPORT 21

AUDITOR'S REPORT 24

FINANCIAL STATEMENTS 26

THE FSD TEAM 32

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES • PHOTOGRAPHIC CREDITS

Fondation Suisse de Déminage, [Swiss Foundation for Mine Action](#)
Didier Perardel
Couverture, [Cover](#): Marcus Rhineland

CONCEPTION GRAPHIQUE • GRAPHIC DESIGN

Pascal Cavin

IMPRESSION • PRINT

Quintesens, ATAR, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES • NUMBER OF COPIES

2'000

ÉDITORIAL

Depuis sa création en 1997, la FSD s'est attaquée sous un double angle à la problématique des mines et des munitions non explosées qui contaminent les sols des pays qui ont connu un conflit récent ou plus ancien : l'aspect humanitaire du déminage et son intégration indispensable dans les efforts de reconstruction et de développement des zones affectées.

Les conséquences de la contamination des sols ne se limitent en effet pas à l'impact humanitaire dramatique pour les victimes directes de ces engins explosifs. La présence effective ou supposée de restes explosifs de guerre entrave tous les efforts de reconstruction et de redémarrage des économies locales, en constituant:

- une menace pour la sécurité des communautés,
- un obstacle au retour des personnes réfugiées ou déplacées,
- une atteinte à des infrastructures essentielles pour le développement économique, telles que les routes, les ponts, les transports publics et privés, les places de marché et les entreprises,
- une limitation à l'accès aux services sociaux de base, de santé et d'éducation,

- une mise en quarantaine de biens essentiels pour la survie économique, comme les terres agricoles, les pâturages, les points d'eau et les canaux d'irrigation,
- un frein à l'investissement et au développement économique.

Ainsi, déminer et détruire les munitions non explosées ne se limite pas à éviter de nouvelles victimes, mais constitue la condition sine qua non de la stabilisation des processus de paix, de la reconstruction et du développement post-conflit.

Bien que confrontée aux conséquences désastreuses en termes de recherche de fonds de la crise financière mondiale et de la focalisation des intérêts sur le réchauffement climatique, la FSD a su en 2008 maintenir son double cap et renforcer ses structures internes, tout en s'adaptant à un environnement en perpétuelle évolution, et en développant de nouvelles approches.

Le présent rapport souligne en particulier l'impact effectif des opérations de la FSD par leur intégration, dès le stade de leur conception, avec des acteurs du développement, permettant la mise en valeur immédiate des terres décontaminées, dans l'intérêt et avec la participation directe des communautés bénéficiaires. Les partenariats noués avec les organismes chargés des réfugiés et des personnes déplacées démontrent par ailleurs l'efficacité d'une action conçue

EDITORIAL

Since its creation in 1997, FSD has tackled from two angles problems of the mines and unexploded ordnances that pollute the lands of countries which have known recent and older conflicts: the humanitarian aspect of mine clearance and its essential integration in the reconstruction and development of affected areas.

The consequences of ground contamination are not in fact limited to the dramatic humanitarian impact for the direct victims of these explosive devices. The actual or presumed presence of the explosive remnants of war impedes all reconstruction efforts and the rebuilding of local economies, by presenting:

- a menace to local communities' security,
- an obstacle to the return of the internally displaced people and refugees,
- an attack on the infrastructure essential to economical development, such as roads, bridges, transportation, local markets and business,
- a restriction of access to basic social services of health and education,

- the quarantine of assets essential to economic survival, such as agricultural lands, pastures, watering-places and irrigation canals,
- a downturn in investment and economic development.

Therefore, mine and unexploded ordnance clearance does not limit itself to avoiding new victims, but constitutes the sine qua none condition to stabilising peace processes, reconstruction and post-conflict development.

Despite being confronted with the disastrous consequences of the global financial crisis which has led to a downturn in the amount of funding available for humanitarian demining operations and the focusing of many donor government's interests on global warming, FSD has been able to maintain its objectives and reinforce its internal structures, whilst adapting to a constantly changing environment requiring the development of new and innovative approaches.

This report emphasises the effectiveness of the operational approaches adopted by the FSD. FSD always engages with local stakeholders ensuring a high level of post-clearance land-use, always in direct benefit of the affected communities. Partnerships with organizations responsible for refugees and IDPs (internally displaced people) also increases efficiencies in terms of impact and cost control.

d'entrée de cause en termes d'impact, d'efficacité et de contrôle des coûts.

Au-delà de ses opérations traditionnelles de déminage et de destruction de munitions non explosées, la FSD a développé un nouveau secteur : la démolition de stocks d'armes et de munitions obsolètes et dangereuses. Ces stocks anciens et souvent mal gardés constituent une menace non seulement pour la population environnante, mais également en tant que source d'explosifs pour des opérations terroristes ou insurgées.

L'année écoulée a également vu la FSD mettre en place un conseil consultatif d'experts en développement, en traitement des déchets et en mesures compensatoires du carbone, afin de l'accompagner dans le développement de nouveaux projets dans le domaine plus global de la dépollution et de la décontamination.

Sur le plan interne, la FSD a élaboré un système de contrôle interne renforcé répondant aux plus hauts standards, et a achevé le transfert de ses services financiers et comptables à Manille où elle dispose, sous supervision suisse, d'une équipe affûtée d'experts comptables et de spécialistes en technologie de l'information.

L'ensemble de ces réalisations a été possible grâce à l'engagement et au professionnalisme de nos équipes à Genève et sur le terrain, et à nos donateurs fidèles, anciens et nouveaux. Le conseil de fondation et la direction de la FSD leur expriment ici toute leur gratitude.



Beyond its traditional mine and unexploded ordnance clearance operations, FSD has developed programmes in a new area: WAD (weapons and ammunition disposal) and ammunition stockpile management. Poorly stored and obsolete ammunition stockpiles present a menace not only to surrounding populations, but can also become a source of explosive material for terrorist organisations.

This past year has also seen FSD assemble an advisory council of experts in the areas of development, waste processing and carbon compensation, in order to assist it in developing new projects in the wider field of clearance and decontamination.

Internally, FSD has further developed its internal financial controls. It has completed the outsourcing of its financial and accounting services to its Manila business unit, which houses a strong team of chartered accountants and information technology specialists, managed under Swiss supervision.

These accomplishments were only made possible thanks to the involvement and professionalism of our teams in Geneva and in the field, and to our loyal donors, old and new. The foundation's council, along with the FSD management, wish to express their gratitude for the hard work and commitment shown throughout the organisation.

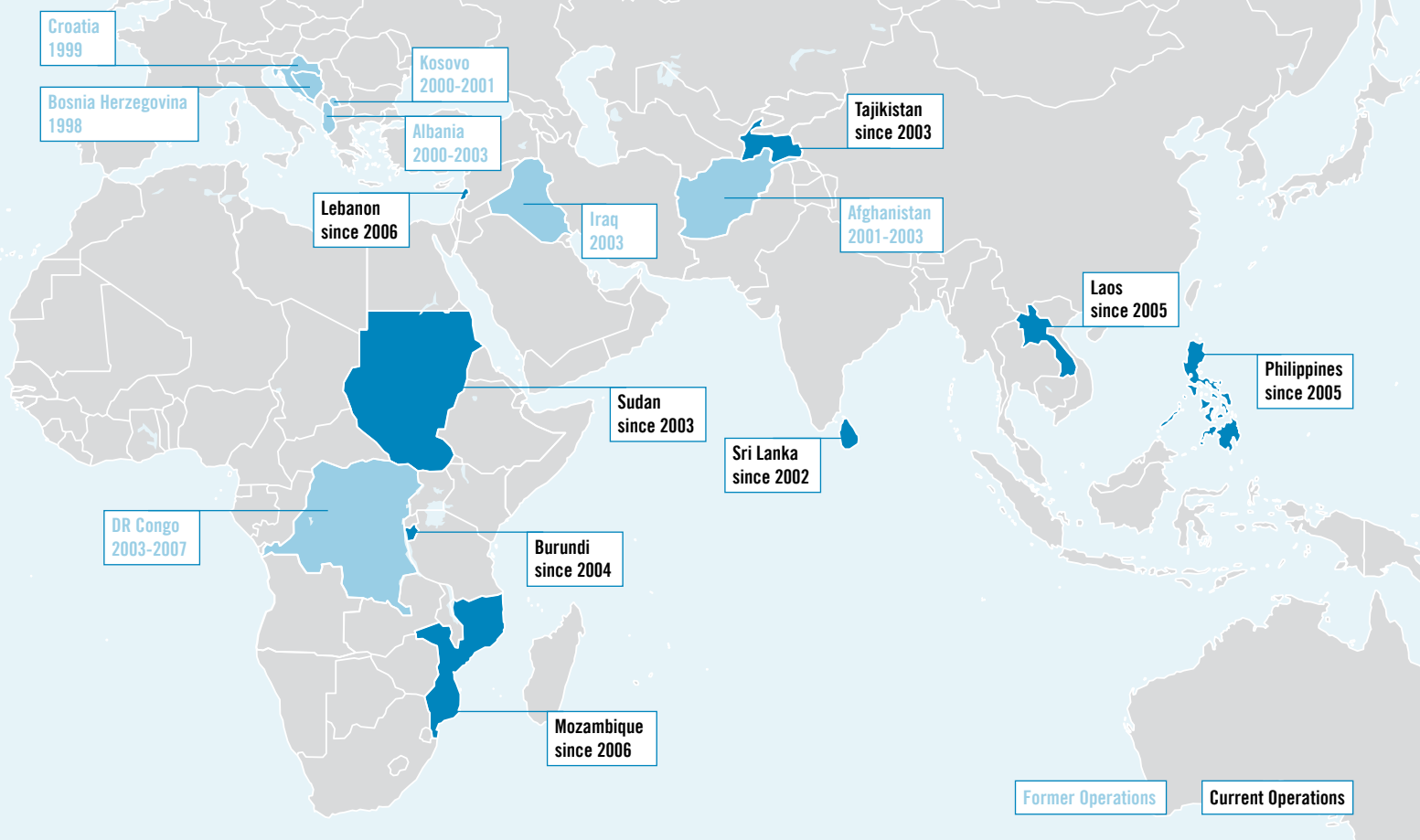
Henri LEU
Président, [President](#)

Hansjörg EBERLE
Directeur général, [Director General](#)

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Leu'.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Eberle'.

LA FSD DANS LE MONDE • FSD'S OPERATIONS WORLDWIDE



Un expert de l'équipe «Destruction d'armes et de munitions (WAD)» montre un SA-7 Manpad soviétique avant sa destruction en Juin 2009. Ce modèle SA-7 a été produit en grandes quantités et est très recherché par des groupes terroristes. C'est avec un tel SA-7 qu'un avion israélien a été abattu à Mombasa en 2002.

A member of the FSD Tajikistan WAD team holding up a Soviet SA-7 MANPAD prior to its destruction in June 2009. The SA-7 seen here is one of the most common and is highly sought after by terrorist groups. It was an SA-7 that was fired against an Israeli 757 as it took off from Mombasa in 2002.

PROGRAMMES

SOUDAN

Le Soudan a été en proie à des décennies de conflits qui ont laissé le pays jonché de munitions non explosées (MNE) et de mines qui mettent les vies en danger et sont une entrave au développement.

Fondé en 1999 par des anciens fonctionnaires de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS/ SPLA) avec pour objectif de mener des campagnes de sensibilisations aux mines dans les zones contrôlées par la SPLA, le groupe « Sudan Integrated Mine Action Services (SIMAS) » menait ces campagnes dans trois différentes régions du Sud Soudan entre 1999 et 2003.

En 2004, le SIMAS signe un accord de partenariat avec la FSD, s'engageant à prendre la responsabilité de recruter, de former, et

de diriger les démineurs soudanais employés par la FSD.

En décembre 2006, la FSD et le SIMAS s'accordent à développer les capacités organisationnelles de ce dernier dans le but de l'établir comme ONG de déminage indépendante. En 2007, le SIMAS est une ONG agréée au Sud Soudan et emploie, forme, et déploie sa première équipe de dépollution après avoir reçu une accréditation du Bureau de l'action antimines des Nations Unies (UNMAO). 2008 a vu le SIMAS achever sa première année d'opérations de dépollution.

L'équipe de dépollution du SIMAS a débuté l'année dans le village de Rokon. Ce village était le site d'une usine de briques qui, par le passé, employait des douzaines de travailleurs de la région et fournissait aux communautés environnantes des matériaux de construction prêts à l'emploi. Rokon avait été désigné par l'ONG américaine CHF International pour une assistance au développement du site.

La contamination par les mines et les MNE étant un problème récurrent dans le Sud du

Soudan, le CHF International ne fut pas surpris d'apprendre que plusieurs endroits au sein du village étaient identifiées comme « zones dangereuses » par l'UNMAO – Juba. L'une de ces « zones dangereuses » était justement l'usine de briques et ses alentours.

Avant d'entamer la reconstruction de l'usine, CHF International devait être sûre que le site était sécurisé pour y travailler. Dans sa recherche du bon partenaire pour le projet, CHF International se tourna vers l'UNMAO qui confirma la dangerosité du site puis recommanda le SIMAS pour le travail de dépollution.

SIMAS commença le travail sur le site de Rokon en janvier et le termina en fin avril, libérant ainsi le terrain pour le redéveloppement par CHF international, dont les efforts créeront des emplois et des matériaux de construction pour la communauté.

Par la suite, l'équipe de dépollution de SIMAS reçut un nouveau projet qui vit l'équipe se déplacer à 85 km au nord de Juba, dans un village situé au bord du Nil appelé Mangalla.

Ayant été le centre du raffinage du sucre,

PROGRAMMES

SUDAN

Sudan has been beset by decades of conflict that have left the country littered with unexploded ordnance and landmines that endanger lives and impede development.

Founded in 1999 by former Sudan People's Liberation Army (SPLA) officers with the aim of conducting mine awareness campaigns in SPLA-controlled areas, Sudan Integrated Mine Action Services (SIMAS) ran mine awareness campaigns in three different regions of South Sudan between 1999 and 2003.

In 2004, SIMAS signed a partnership agreement with FSD under which SIMAS took on responsibility for recruiting, training and running human resources for all Sudanese deminers in FSD's employ.

In December 2006, FSD and SIMAS agreed to develop SIMAS' organizational capacity

with the aim of establishing SIMAS as an independent demining NGO. In 2007, SIMAS registered as an NGO in South Sudan and employed, trained and deployed its first mine clearance team after receiving accreditation from the United Nations Mine Action Office (UNMAO).

2008 saw SIMAS complete its first full year of mine clearance operations.

The SIMAS Mine Clearance Team began the year in the village of Rokon. The former site of a brick factory that once employed dozens of local people and provided surrounding communities with a ready supply of building materials, Rokon was designated for development assistance by the American NGO, CHF International.

With landmine and unexploded ordnance contamination a constant concern for all in South Sudan, it came as no surprise to CHF International that areas within the village were designated as "Danger Areas" by the United Nations Mine Action Office in Juba. One of those designated Danger Areas happened to

be the very site of the brick factory and the area surrounding it.

Prior to beginning work to reconstruct the brick factory, CHF International needed assurance that the factory site would be safe to work on. Looking for assistance with finding the right group to assist with the effort, CHF International turned to the UNMAO who confirmed the area was dangerous and recommended SIMAS for the task of clearing the site.

SIMAS began work on the site in Rokon in January and completed the task in late April, freeing up the site for redevelopment by CHF International, whose efforts would ultimately provide jobs and building materials for the community. Following completion in Rokon, the SIMAS Mine Clearance Team received a new task, which saw the team move 85km north of Juba to a village called Managalla situated along the Nile.

Once a sugar manufacturing hub, Managalla was the scene of heavy fighting during the second civil war with both the Sudan Alliance Forces (SAF) and SPLA taking, losing and re-taking the town.

Mangalla fut la scène de violents combats pendant la seconde guerre civile, les Forces armées soudanaises (SAF) et l'APLS respectivement prenant, perdant et reprenant contrôle de la ville.

L'église et la mosquée de la ville étaient toutes deux identifiées comme ayant été minées au cours du conflit et l'objectif de l'équipe de dépollution du SIMAS était de délimiter les zones minées et de les dépolluer. En fin de compte la mosquée n'étant plus considéré comme zone dangereuse, le travail fut centré sur le complexe de l'église.

Le travail sur l'église s'est avéré compliqué en raison de la présence de mines belges à très faible teneur en métal, le PRB-M35.

La présence de ce type de mines nécessite l'utilisation de laborieuses méthodes d'excavation qui ralentissent les opérations considérablement.

Quelles que soient les difficultés opérationnelles rencontrées par les démineurs à Mangalla, il est clair que leurs efforts auront un impact très positif sur la vie du village. Une fois les efforts de dépollution terminés, le diocèse de la région débutera la reconstruction de l'église et de ses dépendances, permettant ainsi à une église active d'être à nouveau au service de la communauté. Ceci est un développement clé dans une communauté qui a vu un influx récent de 5000 soldats démobilisés.

Comment le programme évoluera-t-il en 2009?

Quels sont les risques et obstacles majeurs?

En 2008 le SIMAS a connu une croissance positive, le personnel clé a reçu une formation sur les NEDEX et le nombre de démineurs travaillant pour l'organisation a presque doublé. Pour 2009 le SIMAS connaîtra une expansion encore plus importante avec l'adjonction d'une seconde équipe de dépollution manuelle, d'un matériel de dépollution mécanique, et d'un élément NEDEX/enquête technique à son arsenal opérationnel.

Avec une aide adéquate de la part de la communauté des donateurs d'ici la mi-2009, le SIMAS aura un aspect très différent et une plus grande portée opérationnelle en 2009.



Un technicien de SIMAS/FSD démine un territoire autour d'une église, au centre du village de Mangalla, au Sud Soudan. Tout le territoire a été pollué par 110 mines à contenu métallique réduit. C'est pour cette raison que l'équipe SIMAS/FSD a dû excaver tout le terrain.

An FSD deminer clearing the area around a church in the middle of the village of Mangalla in South Sudan. The whole site was polluted by 110 low-metal content mines. To deal with this threat, the FSD teams had to fully excavate the whole area.

Both the town's church and mosque were identified as having been mined during the course of the conflict and the SIMAS mine clearance team's objective was to demarcate the mined areas and then clear them. Ultimately the mosque was ruled out as a mined area and work focused in on the church complex.

Clearing the church has proven to be a complex task due to the presence of a Belgian minimal metal content mine, the PRB M35. The presence of this mine has necessitated the use of the arduous full excavation clearance method, which has slowed operations down.

Whatever operational difficulties the deminers may have faced in Mangalla, it's clear their efforts will have a significant positive impact on village life. Once clearance efforts are complete,

the diocese in the area will begin reconstructing the church and its outbuildings, setting the stage for an active church to serve the community once again, a key development in a community with a recent influx of some 5,000 demobilized soldiers.

How is the programme going to evolve in 2009? What are the main risks and obstacles?

In 2008, SIMAS experienced positive growth; key staff received explosive ordnance disposal (EOD) training and the number of deminers working for the organization nearly doubled.

For 2009, SIMAS will undergo an even more significant expansion with the addition of a second manual clearance team, mechanical clearance assets and an EOD/Technical Survey element to its operational 'toolbox'.

With the right support from the donor community by mid-2009 SIMAS will have a very different look and a greater operational reach in 2009.

SOUDAN • SUDAN

Personnel expatrié • International Staff:	3
Personnel national • National Staff:	36
Mines AP/AT détruites • Destroyed AP/AT mines:	11
ERW détruits • Destroyed ERW:	4
Surface réhabilitée • Released land:	23'197 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 738'078

Principaux donateurs: Autriche (ADA), Suisse (DP IV), Département d'Etat des USA, ONU

Main donors: Austria (ADA), Switzerland (PD IV), USA State Department, UNOPS

BURUNDI

Le Burundi libéré des mines avant avril 2008 !

La contamination par les mines et munitions non explosées (MNE) dont souffre le Burundi remonte à la guerre civile de 1993 à 2003. Il est supposé que des mines ont été utilisées par toutes les parties prenantes au conflit civil. Bien que posées en petits nombres, les mines étaient utilisées comme protection défensive des sites militaires, pour bloquer l'accès à certaines zones et routes, et pour piéger les patrouilles pédestres des troupes ennemies. De fait, à cause de la basse densité de la menace, les zones effectivement minées étaient difficiles à étudier et à délimiter. Le Burundi n'était pas aussi fortement contaminé que d'autres pays affectés par les mines. Mais dans un pays aussi fortement peuplé, chaque mètre carré de terre cultivable est précieux pour la reconstruction et le développement social et économique.

BURUNDI

Burundi mine-free by April 2008!

Burundi's legacy of landmines and unexploded ordnance contamination dates back to the civil war, fought from 1993 to 2003. It was assumed that landmines were used by all warring factions involved in the civil conflict. Although only laid in small quantities, landmines were used in the defensive protection of military sites, to block access to certain areas and routes, and as a nuisance to harass enemy foot patrols. Accordingly, because of the low density threat, the remaining mined areas were difficult to survey or delineate. Burundi, therefore was not as highly contaminated as many other mine-affected countries. But in a country so densely populated, every square metre of cultivatable land is precious for reconstruction and social and economic development. Burundi signed the Ottawa Treaty in October 2003, ratifying the legislative instrument under domestic law in April 2004. In accord-

ance with the requirements of the Treaty, the Burundi government destroyed its remaining stockpiles of mines in April 2008. The Government's firm intention was also to clear all known suspect hazardous areas (SHAs) by the end of the same year. FSD responded to the problem in Burundi by establishing a humanitarian mine action programme in April 2005. It conducted a country-wide General Community Survey in 2006,

in which 97% of all communities were visited and assessed. A total number of 67,000 people were interviewed. The result of this survey laid the basis for all mine clearance activities in the following two years. In summer 2007, the national coordination centre Direction de l'Action Humanitaire contre les Mines et Engins non-explosés (DAHMI) laid out a plan to achieve full clearance of all remaining SHAs by April 2008.



ance with the requirements of the Treaty, the Burundi government destroyed its remaining stockpiles of mines in April 2008. The Government's firm intention was also to clear all known suspect hazardous areas (SHAs) by the end of the same year. FSD responded to the problem in Burundi by establishing a humanitarian mine action programme in April 2005. It conducted a country-wide General Community Survey in 2006,

in which 97% of all communities were visited and assessed. A total number of 67,000 people were interviewed. The result of this survey laid the basis for all mine clearance activities in the following two years. In summer 2007, the national coordination centre Direction de l'Action Humanitaire contre les Mines et Engins non-explosés (DAHMI) laid out a plan to achieve full clearance of all remaining SHAs by April 2008.

Les gouvernements suisses et autrichiens de même que la fondation privée « Welt ohne Minen » ont convenu de financer les 8 derniers mois des opérations nécessaires pour atteindre l'objectif d'un Burundi libéré de l'impact des mines. La FSD a débuté ces opérations en octobre 2007. Le projet de recruter et de former une seconde équipe au début de 2008 a cependant été abandonné à cause d'une importante détérioration temporaire de la situation sécuritaire. En avril

L'équipe de la FSD a décontaminé des zones de sécurité et des chemins d'accès pour neuf pylônes électriques de haute tension dans la jungle de Bururi, Burundi. La décontamination a permis aux spécialistes d'effectuer une révision technique des pylônes.

The FSD team cleared safety perimeters around nine high voltage pylons including access lanes through the jungle in Bururi Province, Burundi. The work created a safe environment for critical maintenance (February 2008).

2008, les autorités burundaises et le PNUD ont annoncé que le délai pour honorer les obligations de la déclaration d'Ottawa devra être reporté à septembre 2008. La FSD a ajusté ses budgets et ses collectes de fonds afin de pouvoir honorer les délais de ce nouveau projet national. Le PNUD a couvert les \$ 90 000 US nécessaires pour atteindre ce nouvel objectif national.

Des opérations de dépollution des ZSD restants ont été conduites à Makamba, Bururi et Bujumbura Mairie de même que dans la province de Bubanza. A cause d'autres incidents de sécurité au cours desquels un chauffeur de la FSD a failli perdre la vie, d'autres périodes d'attente ont été imposées au programme, et c'est seulement le 10 novembre 2008, que les projets restants ont été achevés par les équipes de la FSD.

Bien qu'à cette date 97% du Burundi avait été dépollué des mines et REG, BURMACC hésitait à conseiller au gouvernement central de déclarer le pays libéré de l'impact des mines. La raison principale était que la forêt

de Kibira, un parc national au Nord-Ouest de la capitale Bujumbura, était toujours sous le contrôle du groupe dissident du FNL et restait une zone non accessible à la FSD. En octobre 2008, BURMACC a travaillé avec la FSD pour tenter de diriger cette enquête en n'interrogeant que les représentants de la communauté, sans être en mesure de vérifier les informations dans les territoires concernés. Cela a donné à BURMACC un point de départ pour un plan opérationnel concernant la dépollution de la forêt de Kibira une fois que les problèmes avec le FNL seront résolus.

La décision de déclarer le Burundi en phase avec Ottawa est malheureusement repoussée indéfiniment.

A la fin du programme, l'ancien personnel national de la FSD a créé une ONG nationale d'action contre les mines possédant les compétences pour s'occuper des projets restants dans la forêt de Kibira, dès que le climat politique se prêtera à de telles opérations.

The Swiss and the Austrian governments as well as the private Foundation Welt Ohne Minen agreed to finance the last 8 months of operations which were required to achieve the objective of mine-free Burundi. FSD started these last operations in October 2007. The plan to recruit and train a second team early in 2008 was abandoned due to a significant temporary deterioration of the security situation. In April 2008, the Burundi authorities and UNDP announced that the Ottawa compliance declaration date would have to be postponed to September 2008. FSD adjusted its budgets and funding requests to meet this new national project timeline. UNDP covered the additional USD 90,000 which was required to meet this postponed national target.

Successful clearance operations in the last remaining SHAs were conducted in Makamba, Bururi and Bujumbura Mairie as well as Bubanza province. Due to further security incidents in which an FSD deminer almost lost his life, further stand-down periods were imposed on the programme. Despite all these serious

constraints, FSD teams successfully completed all remaining tasks by the end of October 2008.

Although by that date, 97% of Burundi had been cleared from mines and explosive remnants of war (ERW) contamination, DAHMI was reluctant to suggest to the central government that they declare the country "mine free". The main reason was that Kibira Forest, a national park north-west of the capital Bujumbura, was still occupied by the dissident Front National de Liberation (FNL) group and remained an out of bounds area for FSD. In November 2008, DAHMI tasked FSD to try to gather ERW information from this area, but as access to this forest was considered too dangerous, FSD conducted this survey by interviewing local community representatives only, without being able to verify the information collected in the territories concerned. It finally provided DAHMI a starting point for an operational plan for clearance of Kibira forest as soon as the political problem with the FNL has been solved.

The decision to declare officially that Burundi is fully Ottawa-compliant and mine free has therefore been postponed indefinitely.

After closure of the programme the former FSD national staff have created a national mine action NGO and would be willing and ready in terms of competency to take care of the remaining tasks in Kibira Forest as soon as the political climate might allow such operations.

BURUNDI • BURUNDI

Personnel expatrié • International Staff:	2
Personnel national • National Staff:	17
ERW détruits • Destroyed ERW:	16
Surface réhabilitée • Released land:	50'663 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 513'843

Principaux donateurs: Autriche (ADA), Suisse (SDC), Fondation WOM, PNUD

Main donors: Austria (ADA), Switzerland (SDC), Foundation WOM, UNDP



Le démineur et opérateur EOD de l'équipe du Burundi, Ange Gabriel, examine le sol autour d'une grenade, avant de passer à sa destruction. La grenade a été trouvée à côté d'un village dans la province de Bubanza au Burundi en juin 2008.

The FSD deminer and EOD operator of the Burundi team, Ange Gabriel, is checking the area surrounding an unexploded hand grenade, prior to its demolition. The UXO was found close to a village in Bubanza Province, Burundi, in June 2008.

MOZAMBIQUE

La contamination par les mines est le résultat de la guerre coloniale imposée au Mozambique entre 1964 et 1975, et de la guerre civile qui a duré de 1976 à 1992. Peu après l'Accord de paix général, la procédure de dépollution a été entamée, visant à assurer des déplacements libres et en toute sécurité des personnes et des biens, la réinstallation des populations et la distribution des aides d'urgence.

De 1993 à 2006, le pays a connu plusieurs enquêtes et activités de déminages, qui ont permis de libérer de grands espaces qui étaient jusqu'alors inaccessibles à cause des mines et REG. Le résultat de ce projet est qu'environ 269 millions de m² de terres ont été dépollués. 173 091 mines et 133 143 munitions non explosées de différents types et calibres ont été récupérées et détruites.

L'IND est l'organisme national qui coordonne la lutte contre les mines aux niveaux national, provincial et international, sous la supervision du ministère des Affaires étrangères. Vu la taille du Mo-

zambique, et le fait qu'il y a des zones suspectées minées dans les 10 provinces, il y a un besoin crucial de décentraliser la direction générale des opérations d'actions contre les mines menée par l'IND. Pour cette raison, la FSD a été requise d'agir comme partenaire exécutant pour l'Agence de développement autrichienne (ADA) pour un projet nommé «Soutien intégré à l'Institut national de déminage à Beira». Ce projet, financé par ADA pour deux ans, a débuté le 1er Janvier 2008. Son objectif était de renforcer le bureau régional de l'IND à Beira pour l'aider à remplir son rôle de dirigeant dans tous les domaines d'action contre les mines dans les provinces centrales du pays.

Les objectifs du projet étaient :

1. De renforcer et de continuer à aider à construire les capacités du Bureau régional de l'IND à Beira afin de remplir son rôle de dirigeant dans tous les domaines de l'action contre les mines, y compris : la dépollution, l'assistance aux victimes, l'éducation sur les risques des mines, et les enquêtes/marquages dans les trois provinces centrales de Sofala, Manica et Tete.
2. De poursuivre le soutien et la mise en place

déjà en cours des capacités d'assurance-qualité de l'IND à Beira, pour assurer que les opérations de dépollution réalisées dans les provinces remplissent les conditions requises fixées par les Normes nationales et internationales d'action contre les mines.

3. De coordonner et de mettre directement en place une opération détaillée d'éducation aux risques des mines (MRE).

Aussi durant cette seconde année du projet, l'équipe de l'IND à Beira a atteint des résultats très positifs et prometteurs en 2008. Son équipe basée sur le terrain a conduit près de 120 visites de suivi et continue de former des centaines d'agents de MRE.

On peut espérer que dans les années à venir, cette équipe professionnelle de l'IND à Beira continuera de recevoir l'aide et le financement qui lui permettra de continuer à assumer ce rôle crucial qui est la coordination, les contrôles de qualité et le MRE dont bénéficient les autorités gouvernementales, la population locale, de même que tous les participants à l'action contre les mines dans la région.

MOZAMBIQUE

Mine contamination in Mozambique results from the colonial war, which occurred between 1964 and 1975, and the civil war, which occurred between 1976 and 1992. Soon after the General Peace Agreement, the demining process was initiated, aiming at ensuring safe free movement of people and goods, the resettlement of populations and emergency aid distribution.

From 1993 to 2006, the country underwent a number of Surveys and demining activities which freed access to wide areas that had been inaccessible because of landmines and explosive remnants of war (ERW). As result of this task, around 269 million m² were demined. 173,091 landmines and 133,143 unexploded ordnance of different types and calibres were removed and destroyed.

The Instituto Nacional de Desminagem (IND) is the national body which coordinates mine action at the national, provincial and international levels, under the supervision of the Min-

istry of Foreign Affairs. Given the size of Mozambique and the fact that all ten provinces have suspected mined areas, there is a critical need to decentralize the overall mine action management operations of the IND. Therefore, the FSD was asked to act as an implementing partner on behalf of the Austrian Development Agency (ADA) for a project called "Institutional support of the National Demining Institute in Beira". This project, financed by ADA for two years, started 1st January 2008. Its aim was to strengthen the IND Regional Office in Beira in its capacity to fulfil its role of providing overall leadership in all areas of mine action in the central provinces of the country.

The project objectives were:

1. To continue and strengthen capacity-building support for the IND Beira Regional Office in fulfilling its role in providing overall leadership in all areas of mine action, including: clearance, victim assistance, mine risk education and surveys/markings in the three central provinces of Sofala, Manica and Tete.

2. To address the need to continue ongoing support for and development of the Beira Quality Assurance Capacity, to ensure that the clearance operations carried out in the provinces meet the requirements established in the Mozambique Mine Action Standards and International Mine Action Standards.

3. To coordinate and directly implement a comprehensive Mine Risk Education (MRE) programme.

The IND team in Beira achieved very positive and promising results during 2008, the second year of the project. Its field based teams carried out close to 120 monitoring visits and continued training hundreds of MRE agents.

It is to be hoped that in the coming years, the IND team in Beira will again receive the support and funding which will allow them to continue executing their crucial role in coordination, quality control and MRE, from which the government, the local population as well as all mine action operators in the area will benefit.

SRI LANKA

La fin du cessez-le-feu déclaré par le gouvernement du Sri Lanka en Janvier 2008 a fait place à une intensification de l'attaque militaire contre les Tigres de libération de l'Ilam Tamoul (LTTE). L'offensive du gouvernement était méthodique. A la fin de l'année, l'armée sri lankaise contrôlait la majeure partie Nord, repoussant les forces du LTTE dans une petite poche du territoire dans la région de Mullaittivu. Le conflit a forcé un grand nombre de civils à l'intérieure du territoire contrôlé par le LTTE créant ainsi un dilemme humanitaire – les civils déplacés se retrouvant au beau milieu des batailles entre

les forces gouvernementales et les rebelles tamouls.

La situation est restée très tendue et fragile tout au long de l'année. Les mesures de sécurité sont devenues très contraignantes, en particulier dans les provinces du Nord et de l'Est mais aussi de temps en temps dans d'autres parties du pays, y compris dans la capitale Colombo. A la fin de l'année, le gouvernement avait réussi à réinstaller presque tous les déplacés internes dans les provinces de l'Est avec l'aide de la communauté internationale. Des élections locales ont eu lieu. L'effort de guerre et la crise internationale ont dégradé encore plus l'économie et les conditions sociales.

Depuis la reprise des combats en 2006, la lutte contre les mines est passé d'un projet de développement et de reconstruction à une action largement centrée sur des opérations d'urgence contre la contamination par les mines et REG résultant des conflits, et au besoin, une action de réinstallation des déplacés internes. Les informations sur la contamination par les mines ne sont pas actualisées. Le conflit est de longue durée. De nouvelles mines ont été posées durant le cessez-le-feu, surtout pendant les deux dernières années au niveau de plusieurs lignes défensives, mais aussi pendant les récentes confrontations. L'armée sri lankaise affirme n'avoir posé aucune mine.

Avant de cultiver sa terre, cette famille de paysans vient de brûler son terrain, dans le district de Mannar au Sri Lanka. Ils ont découvert 5 obus d'origine Pakistanaise et averti les équipes de la FSD qui les ont neutralisés. Si les paysans n'avaient pas demandé l'aide des spécialistes de la FSD, ils auraient couru le risque de toucher le détonateur avec un outil, ce qui aurait provoqué une explosion susceptible de tuer ou mutiler toute personne dans un périmètre de 500 m.

Before restarting cultivation this farmer's family burnt the vegetation on their field as the land had not been in use for many years. They discovered five Pakistani 81 mm high explosive mortar shells. The civilians immediately reported these to the FSD clearance team. The mortars were safely neutralized, removed and destroyed by FSD. Had they not reported their finding to FSD, they would have run the risk to impact against the mortar shell fuse with a plowing tool which could have resulted in an explosion, killing or injuring anyone closer than 500 meters radius.



SRI LANKA

The end of the ceasefire declared by the Sri Lankan government in January 2008 gave way to an intensification of the military engagement against the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE). The government offensive was systematic. By the end of the year the Sri Lankan Army controlled most of the north, pushing the LTTE forces into a small pocket of land in Mulathivu District. The conflict forced a large number of civilians into the LTTE controlled areas and created a humanitarian dilemma – the displaced civilians finding themselves in the middle of the battle area between government forces and the Tamil rebels.

The overall situation remained very tense and volatile throughout the year. Security measures became highly restrictive. This was particularly so in the northern and eastern provinces, but occasionally also in other parts of the country including the capital, Colombo. By the end of the year, the government was able nearly to complete the resettlement of internally displaced people (IDPs) in eastern provinces with the support of the international community. Local elections were held. The general war effort and the international financial crisis further weakened economic and social conditions.

Since fighting resumed in 2006, mine action in Sri Lanka has shifted from being a development and reconstruction activity to being

focused largely on emergency responses to explosive remnants of war (ERW) and mine contamination resulting from conflict, and the need for resettling IDPs. Mine contamination data dates back for years. The conflict has been long. New mines were laid during the ceasefire, especially during the last two years on various defence lines, but also during the latest confrontation. The Sri Lankan Army claims that they did not lay mines themselves.

The eastern provinces received most mine action attention in 2008, as the north, with the exception of Jafna, was not accessible. Most of the clearance related to the resettlement of IDPs was completed. Remaining residual contamination was relegated to a lower priority to be addressed as and when need arises.

Les provinces de l'Est ont reçu le plus d'action contre les mines en 2008 puis le Nord, à l'exception de Jaffna, était inaccessible. La plupart des déminages liés à la réinstallation des déplacés internes a été accompli. Le reste de la décontamination résiduelle a été relégué au second plan, et sera adressé au besoin.

Le niveau de contamination dans le Nord n'était pas bien déterminé pendant la guerre, mais il semblerait, d'après les rapports de l'armée sri lankaise, que plusieurs nouvelles zones sont suspectées d'être lourdement minées. Il a aussi été rapporté que le LTTE a utilisé un grand nombre d'engins explosifs improvisés (EEI). Les bombardements intensifs effectués par les deux parties opposées soulèvent des inquiétudes d'une grande contamination par les REG. Seule une étude méthodique aidera à définir l'ampleur du problème.

Les opérations de la FSD ont débuté au Sri Lanka à la fin de l'année 2002 dans le but de soutenir l'accord de cessez-le-feu. Depuis lors, la FSD a été active dans plusieurs régions comme Mannar, Vavuniya, Trincomalee et

plus récemment Batticaloa en 2008. La FSD est polyvalente dans l'action contre les mines; elle a des aptitudes à mener des enquêtes, à accomplir des travaux manuels et mécaniques et à fournir des équipes de support.

Cette année a été un tournant car l'équipe de la FSD a accru l'intégration de ses activités dans les domaines du secours et des projets de développement. Elle est devenue membre de divers groupes de travail qui contribuent à la réinstallation des déplacés internes avec la prestation d'une estimation ponctuelle et détaillée des zones suspectes. Des villages ont été dépollués de même que des routes, des dalots, des puits, des étangs, des ponts et des terres agricoles, permettant aux déplacés internes de reprendre une vie normale.

Les déplacés internes tamouls étaient les principaux bénéficiaires des activités de la FSD dans la région de Batticaloa. La FSD, en proche collaboration avec les autorités locales, l'armée sri lankaise et les agences d'aides et de développement a dépolluée 13 villages et en a entamé 4 autres; 1 dans la

région de Vavuniya et 16 dans celle de Batticaloa. Plus de 1300 familles ont directement bénéficié de la dépollution des mines et des MNE, en plus de quelques milliers d'autres familles indirectement. Des organisations partenaires telles que l'OMI, NRC, et HCR sont directement responsables des programmes d'aides post dépollution.

Le résultat du conflit aura un impact direct sur l'ouverture de nouveaux projets dans les provinces du Nord pour la réinstallation de grands nombres de déplacés internes. La FSD et tous les intervenants dans l'action contre les mines dépendent de ces importants changements pour finaliser leurs plans et sécuriser des fonds. On s'attend à ce que la nécessité de dépolluer les mines, MNE, et EEI soit importante mais l'accès pourrait être restreint dû aux problèmes de sécurité. Ceci pourrait retarder les plans de déploiement et de financement. La FSD compte quand même renforcer ses effectifs afin de pouvoir répondre rapidement et efficacement aux besoins émergents de 2009.

The level of contamination in the north was not clearly established as the war was waged, but it is understood from Sri Lankan Army reports that many new areas are suspected to be heavily mined. It is also reported that the LTTE has used improvised explosive devices (IEDs) in large numbers. The intensive artillery shelling by both parties in the conflict raises concerns of high levels of ERW contamination. Only a methodical survey will help in defining the scope of the problem.

FSD operations in Sri Lanka started at the end of 2002 to support the ceasefire agreement. Since then FSD has been active in various districts including Mannar, Vavuniya, Trincomalee and, lately, Batticaloa in 2008. FSD has a versatile mine action capacity involving survey, manual, mechanical and support teams.

This year was a turning point as the FSD team enhanced the integration of its activities within relief and development planning and became a member of various working groups contributing to the resettlement of

IDPs with the provision of timely and detailed assessment of suspected areas. Villages were cleared and released, as well as roads, culverts, wells, ponds, bridges and agricultural land, allowing IDPs to resume a normal life.

The internally displaced Tamil population was the direct beneficiary of FSD activities in Batticaloa District. In close coordination with the local authorities, the Sri Lankan Army and relief and development agencies, FSD cleared 13 villages and started to clear four others, one in Vavuniya District and 16 in Batticaloa District. Over 1,300 families benefited directly from mine and unexploded ordnance (UXO) clearance, plus a few thousand more indirectly. Partner organizations such as the International Organization for Migration (IOM), NRC and UNHCR are directly involved in post clearance relief programmes.

The outcome of the conflict will have a direct impact on the mine and ERW clearance workload in the northern provinces. FSD and all mine action stakeholders are dependent on this important development to finalize their

plans and secure funds. The need for mines, UXO and IED clearance is expected to be high, but access might still be restricted due to security concerns. This might jeopardize deployment and funding plans. However FSD is planning to strengthen its capacity in order to respond rapidly and efficiently to emerging needs in 2009.

SRI LANKA • SRI LANKA

Personnel expatrié • International Staff:	3
Personnel national • National Staff:	105
Mines AP/AT détruites • Destroyed AP/AT mines:	2'485
ERW détruits • Destroyed ERW:	1'958
Surface réhabilitée • Released land:	4'512'170 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 1'506'594

Principaux donateurs: Japon, Département d'Etat des USA, ECHO, Switzerland (DP IV)

Main donors: Japan, USA State Department, ECHO, Switzerland (PD IV)

ANGOLA

Le problème de mines et de résidus explosifs de guerre (REG) de l'Angola résulte de quatre décennies de guerre presque ininterrompue, qui en ont fait le pays d'Afrique sub-saharienne le plus touché par les mines et l'un des pays du monde les plus minés. Les premières mines avaient été posées dans les années 1960, pendant la bataille pour l'indépendance contre le colonisateur portugais. Après l'indépendance en 1975, le conflit a continué entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola. Les deux camps, avec l'aide de puissances étrangères rivales, ont posé des mines antipersonnel et anti-véhicule afin de défendre des villes, des infrastructures et des routes présentant une importance stratégique. Selon les termes du Traité d'interdiction des mines ratifié par l'Angola le 5 Juillet 2002, l'Angola a la responsabilité d'assurer la dépollution et la destruction de toutes les mines antipersonnel avant 2012.

Afin de préparer une stratégie optimale pour atteindre cet objectif, une enquête d'impact a été menée en Mai 2006 dans 15 des 18 provinces. Sur la base des résultats de cette enquête, l'Angola a établi son premier plan stratégique d'action contre les mines pour la période 2006-2011. Il vise à centrer l'action angolaise contre les mines sur les exigences humanitaires et les exigences nationales de reconstruction et de développement.

La FSD est en contact avec les officiels du Gouvernement de l'Angola et le Cabinet pour la reconstruction nationale depuis 2003. En 2005, le gouvernement de l'Angola a désigné la FSD pour diriger une mission d'évaluation et pour présenter un concept détaillé de l'assistance technique et de la formation à la gestion opérationnelle et de la qualité d'après les NILAM (normes internationales de l'action contre les mines) et un concept pour l'incorporation accrue d'engins mécaniques aux opérations de déminage afin d'augmenter considérablement la productivité et la rapidité des opérations.

En élaborant ce concept, l'équipe de la FSD a conclu avec la Commission nationale intersectorielle pour le déminage et l'aide humanitaire aux victimes de mines (CNIDAH) que la dépollution doit se centrer sur les priorités suivantes :

1. Réparer les réseaux routiers et ferroviaires pour faciliter les déplacements de la population et aussi pour favoriser les échanges commerciaux et le développement.
2. Restaurer les infrastructures électriques et de communications déjà existantes (réseau électrique, télécommunications, etc.) pour réduire les délestages chroniques, en réparant les lignes existantes et en préparant le terrain pour les nouveaux projets du gouvernement de l'Angola.
3. Libérer plus de terres pour l'agriculture. Dépolluer des terres pour l'exploitation agricole permettra à l'Angola de produire des denrées alimentaires et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Afin d'instaurer cette nouvelle approche dans un projet pilote, la FSD a proposé au gouver-

ANGOLA

Angola's landmine and explosive remnants of war (ERW) problem is a result of four decades of almost continuous warfare, making it the most mine-affected country in sub-Saharan Africa and one of the most heavily mined countries in the world. Landmines were first laid in the 1960's during the struggle for independence from Portuguese colonial rule. After independence in 1975, the conflict continued between the Popular Movement for the Liberation of Angola and the National Union for the Total Independence of Angola. With the support of rival foreign powers, both sides laid anti-personnel and anti-vehicle mines to defend strategically valuable towns, infrastructure and roads. Under the terms of the International Landmine Ban Treaty ratified by Angola on 5th July 2002, Angola has a responsibility to ensure the clearance and destruction of all anti-personnel landmines before 2012. In order to prepare an optimal strategy to achieve this objective, a Landmine

Impact Survey was completed by May 2006 in 15 out of 18 provinces. Based on the results of this survey, Angola drafted its first mine action strategic plan for 2006-2011. It aims to change mine action in Angola to a dual focus on humanitarian requirements and national reconstruction and development requirements.

FSD has been in contact with officials of the government of Angola and the Cabinet of National Reconstruction since 2003. In 2005, the Angolan government appointed FSD to conduct an assessment mission and to provide a detailed concept of technical assistance and training to Operational and Quality Management according to International Mine Action Standards (IMAS) and a concept for incorporating additional mechanical assets into manual demining operations in order to augment considerably the productivity and speed of operations.

While exploring this concept, FSD teams have concluded, together with the Comissão Nacional Intersectorial de Desminagem As-

sistência Humanitária (CNIDAH), that clearance should focus on the following priorities:

1. To repair the road and rail networks to facilitate the movement of the population and also generally to foster trade and development.
2. To repair existing power and communications infrastructure (electrical network, telecommunications etc.) to ease chronic power shortages and prepare the groundwork for new projects set by the Angolan government.
3. To free more land for agriculture. Clearing land for farming will allow Angola to produce more food and decrease external dependence.

FSD proposed a pilot project to implement this new approach, involving a mechanically assisted clearance capacity consisting of two manual clearance teams and a mini-flail ground preparation unit. Once established, this capacity will be put at the direct disposal of CNIDAH in order to conduct high-priority humanitarian mine clearance tasks. The FSD

nement angolais la mise en place d' une capacité de déminage mécaniquement assistée qui comporte deux équipes de dépollution manuelle et un engin de préparation des sols à fléaux rotatifs. Une fois établi, cette capacité sera mise directement à la disposition du CNIDAH afin de conduire des projets de dépollution humanitaire hautement prioritaires. La FSD propose d'utiliser un mini-engin léger télécommandé à fléaux rotatifs. Ces systèmes spécialement adaptés offrent à la fois une carrosserie blindée qui présente une excellente résistance aux explosions des mines antipersonnel et autres engins explosifs ainsi

qu'une taille suffisamment réduite pour pouvoir être utilisés avec efficacité dans les zones montagneuses, les petits chemins, les villages et les forêts. Le mini-engin peut être équipé soit d'un fléau rotatif soit d'un instrument de fouille lui permettant d'éliminer la végétation la plus dense tout en pénétrant dans le sol jusqu'à une profondeur de 15cm, ce qui permet de détruire les mines enterrées.

Ce projet devrait être co-financé par trois différentes sources : des fonds publics venant des cantons et communautés suisses, des compagnies du secteur privé suisse qui sont intéressées par le développement du marché

angolais dans leurs domaines, de même qu'un cofinancement de la part du gouvernement angolais. Malheureusement, le processus de collecte des fonds est plus lent que prévu. Les progrès ont été ralentis particulièrement à cause d'importants changements politiques en Angola (élections). Les négociations courantes sont centrées sur une nouvelle approche selon laquelle nous n'aurions pas besoin d'acheter un nouveau mini-engin, mais plutôt utiliser un qui serait déjà dans le pays, ce qui réduira considérablement le budget du projet. Nous avons bon espoir de débiter le projet au plus tard à la fin de 2009.



Un paysan Angolais dans la région de Camacupa sèche de l'herbe pour son bétail dans une zone déminée en 2008.

An Angolan farmer in the area of Camacupa, drying grass for his cattle on a former mine-polluted area.

proposes to use a lightweight, remote-controlled mini-flail system. These systems are purpose built and consist of an armoured body, which gives excellent resistance against anti-personnel and fragmentation mine blasts, while still being small enough to be used efficiently in mountainous areas, on small paths, in villages and forests. The mini-flail can be fitted with either a flail or tiller unit which is able to remove dense vegetation, while at the

same time penetrate the ground to a depth of 15 cm, thus allowing for the destruction of buried landmines.

The project should be co-financed by three different sources: public funding from Swiss cantons and communities, Swiss private sector companies interested in developing the Angolan market in their field as well as co-funding from the Angolan government. Unfortunately, the fundraising process has been

slower than expected. Progress was slowed particularly by important political changes in Angola following elections. Current negotiations are focussing on a new approach in which rather than buying a new mini-flail, one already in-country would be used, thereby reducing the project budget. It is hoped to start the project by the end of 2009 at the latest.

TADJIKISTAN

Le Tadjikistan a souffert de la guerre civile la plus sévère parmi tous les conflits qui ont éclaté suite à la chute de l'union soviétique entre 1990 et 1991. Malgré cela, la guerre civile tadjik qui dura entre 1992 et 1997 s'est conclue par d'importants compromis entre les camps en conflit. Dans un premier temps, les efforts de reconstruction du pays et de re-développement économique dépassèrent ceux de toutes les autres anciennes régions sous influence soviétique. Vers la fin de l'année 1998 de nouvelles tensions commencèrent à faire surface. La crise économique commença à affecter la fédération russe où des milliers de travailleurs itinérants tadjiks gagnaient leur pain pour aider leurs familles restées au pays. La majorité d'entre eux fut forcée de retourner au Tadjikistan sans travail. Certains d'entre eux appartenaient au camp des perdants de la guerre civile, suscitant de graves inquiétudes en termes de sécurité.

Le Tadjikistan est membre du club international peu enviable des pays affectés par les mines, de

nombreux engins ayant été posés au cours de la guerre civile et les frontières avec l'Afghanistan et l'Ouzbékistan ayant été lourdement minées. Au-delà de l'urgence d'éviter de nouvelles victimes de mines et de munitions non explosées, il est aussi vital pour le Tadjikistan de dépolluer les terres suspectes afin d'en permettre à nouveau un usage économique. Le Tadjikistan étant un pays montagneux, il est estimé que seul 6 - 7% du territoire est arable.

En tant que signataire du traité d'Ottawa, l'article 5 de dernier oblige le gouvernement tadjik à s'assurer que le pays soit entièrement dépollué d'ici le début de l'année 2010. Durant l'année 2008, la FSD a fait tout son possible pour atteindre cet objectif. Cependant, vers la fin de l'année il est devenu évident que le gouvernement tadjik se préparait à demander au secrétariat du traité d'Ottawa une extension sur ses obligations par rapport à l'article 5.

Une année 2008 productive

Au courant de l'année 2008, l'équipe FSD s'est consacrée prioritairement à l'opération

de restitution des terres sécurisées après enquêtes, tout en poursuivant les opérations de déminage. Les équipes d'enquête technique et non technique, les équipes de déminage manuel et de chiens de détection, ont travaillé pour libérer une impressionnante surface de 32'510'176m² de zones suspectes et à risque. Ce résultat a fait de la FSD Tadjikistan l'action contre les mines la plus rentable sur le plan mondial avec un coût estimé à moins de .05 USD par mètre carré dégagé. Cette performance représente aussi une amélioration considérable du rendement par rapport à 2007, avec une hausse progressive et constante de la productivité du programme depuis sa première années d'opérations en 2003.

Conséquence vraisemblable de ces bons résultats, la mobilisation des ressources financières pour 2009 a pratiquement pu être triplée par rapport à 2008.

Un changement concernant les donateurs

Les accomplissements de 2008 sont d'autant plus remarquables lorsqu'on considère que,

TAJIKISTAN

Tajikistan suffered the most severe civil war among the conflicts which erupted throughout the Soviet Union after it collapsed in 1990/1991. Despite that fact, after the 1992-1997 Tajik civil war ended, considerable accommodation was shown by the victors to the vanquished. The rebuilding of the country and efforts at economic re-development exceeded that of any other post-Soviet former republic which suffered regional conflict.

As mines were laid extensively during the civil war, notably along the borders with Afghanistan and Uzbekistan, Tajikistan is a member of that unenviable international club – mine affected countries.

Apart from the urgency to help prevent death or injury from contact with mines or unexploded ordnance (UXO), of critical importance to Tajikistan is the clearance of suspected mined land so that it can be put back to economic use. A mountainous country, it is estimated that only approx. 6-7% of



Tajikistan's territory is arable.

As a signatory to the Ottawa Treaty, Article 5 of the Treaty obliges the Tajik government to ensure that the country is free of mines by early 2010. During 2008, FSD strove hard to work towards that goal. By the end of the year however, it became apparent that the Tajik government was preparing to request an extension of its Article 5 obligations from the Ottawa Treaty Secretariat in 2009.

2008 – A productive year

During 2008, the programme directed increased energy towards land release operations while not slackening the pace in actual mined area clearance. FSD non-technical and technical survey teams, manual and mine detection dog clearance teams worked to

release a staggering 23,510,176m² of land suspected to be hazardous. This result made FSD Tajikistan one of the most cost-effective mine action operations in the world, with an approximate cost of less than US\$5 for every square metre released. This performance also represents a significant improvement on year-on-year output, with a steadily climbing productivity rate by the programme each year since the first year of operations in 2003.

Partly perhaps in recognition of this, the financial resource mobilisation for 2009 approximately tripled that of 2008.

A change in the donor situation

The achievements of 2008 are all the more marked considering that by mid-2008 there was a significant shortfall in financial sup-

dès le milieu de l'année, l'OSCE, jusqu'alors le principal donateur du programme, a considérablement réduit son aide financière. Il sied ici de souligner l'attitude du bureau des affaires étrangères du gouvernement fédéral allemand qui a comblé la brèche en allouant des fonds généreux et en faisant preuve de beaucoup de flexibilité par rapport aux besoins changeants. La fin de l'année a marqué la fin de cinq ans de partenariat entre l'OSCE et la FSD, et le début d'une ouverture sur un large spectre de donateurs, parmi lesquels on citera l'aide des gouvernements de l'Allemagne, du Japon, de la Belgique, mais aussi des USA, de la GB, du Canada et de la Suède par l'intermédiaire du PNUD.

Les efforts pour compenser la perte du donateur principal du programme a conduit à la sécurisation d'une aide venant d'un groupe plus élargi de donateurs bilatéraux à un niveau significativement plus élevé, assurant ainsi des perspectives d'avenir plus stable qu'auparavant.

Nouvelles directions : destruction des stocks d'armes et de munitions obsolètes

Durant l'année 2008, le programme a travaillé dur pour construire les bases d'une nouvelle direction opérationnelle. Grâce à d'importantes réunions avec le chef d'état major de l'armée du Tadjikistan, la FSD a reçu l'autorisation d'entamer un nouveau projet dans le pays qui visera à identifier, à sécuriser et à détruire les stocks de munitions sur des sites connus ou sauvages à travers le pays. Ces stocks, mal ou pas sécurisés, constituent une importante menace pour les populations qui vivent souvent à seulement quelques centaines de mètres. Ils sont également un sérieux risque stratégique et sécuritaire pour le pays. De grandes quantités de munitions sont passées en contrebande du Tadjikistan à l'Afghanistan à travers la frontière poreuse et peu peuplée. Ces munitions sont ensuite utilisées par des éléments anti-gouvernementaux pour mener des attaques contre les forces de sécurité afghanes, les civils afghans,

ou contre les forces de la coalition et celles de l'OTAN en Afghanistan sous forme de tirs directs, ou sont utilisés dans la fabrication d'engins explosifs improvisés et de bombes artisanales. Au Tadjikistan, le gouvernement reconnaît que la présence de stocks de munition non sécurisés pourrait dans le futur avoir un effet négatif sur la sécurité interne. La destruction sécurisée de ces stocks représente un service important rendu au pays.

Un Tadjikistan sans mines

Compte tenu du délai supplémentaire qui sera en principe accordé au Tadjikistan quant à ses obligations par rapport à l'article 5 du traité d'Ottawa, la FSD continuera à l'avenir de se concentrer sur la dépollution et la libération de toutes les zones affectées par les mines à l'intérieur des frontières du Tadjikistan. De plus, les opérations de destruction d'une grande partie des stocks de munitions instables et non sécurisés dans le pays, constituent un autre aspect positif du service humanitaire entrepris par la FSD pour le Tadjikistan.

Programme FSD - OMS d'assistance aux hopitaux au Tadjikistan: afin de protéger les nouveau-nés de l'extrême vague de froid pendant l'hiver 2008, la FSD a acheté et installé des générateurs pour les maternités de 4 hôpitaux gouvernementaux.

FSD - WHO hospital assistance program in Tajikistan: to protect new-borns against the extreme cold wave in winter 2008, FSD procured and installed power generators for maternity wards in 4 provincial hospitals.

port from the programme's main donor, the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE). The foreign office of the Federal Government of Germany stepped into the breach, granting generous funding and displaying a great degree of flexibility in reaction to changing needs.

The end of the year marked the end of the OSCE/FSD five year relationship and a move in the direction of support from a wider donor spectrum, including support from the governments of Germany, Japan, Belgium and from UNDP using funds from the US, the UK, Canada and Sweden.

New directions: weapons and ammunition disposal (WAD)

During 2008, the programme worked hard to build a new operational direction. Thanks to critical meetings with the Chief of Staff of the Army of Tajikistan, FSD secured permission to begin a new project in the country to find, secure and dispose of dangerous ammunition stockpiles which are believed to be

located in known and unknown sites across the country. These pose a significant threat to civilian populations which are frequently located less than a few hundred metres from ageing, badly stored stockpiles. They are also a severe strategic and security risk. Large quantities of munitions from Tajikistan find their way into Afghanistan, smuggled across the wide-open, sparsely populated border. These are then used by anti-government elements there to carry out strikes against Afghan security forces, Afghan civilians, or NATO and Coalition forces in Afghanistan in the form of direct fire weapons, or in the production of improvised explosive devices (IEDs) and suicide bombs. Within Tajikistan, the government has recognised that the presence of insecure munitions stockpiles could in future have a very negative effect on internal security. The safe removal of these is a major service to the country.

Mine-free Tajikistan

With the probable extension of Tajikistan's

obligations under Article 5 of the Ottawa Treaty, FSD will continue to focus on the clearance and release of all mine affected areas within Tajikistan's borders as quickly as possible. Added to this, operations to remove a significant portion of the insecure and unstable munitions stockpiles in the country are another positive aspect of the humanitarian service conducted by FSD for Tajikistan.

TADJIKISTAN • TAJIKISTAN

Personnel expatrié • International Staff:	3
Personnel national • National Staff:	167
Mines AP/AT détruites • Destroyed AP/AT mines:	1'846
ERW détruits • Destroyed ERW:	182
Surface réhabilitée • Released land:	23'510'176 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 2'080'016

Principaux donateurs: Allemagne, Belgique, PNUD, OSCE, Canada, USA et Corée du Sud via OSCE, GGLA Autriche

Main donors: Germany, Belgium, UNDP, OSCE, Canada, USA and South-Corea through OSCE, GGLA Austria

LIBAN

Dépollution des résidus explosifs de guerre au Liban

Les vingt dernières années au Liban ont été marquées par plusieurs violents conflits: la guerre civile dans les années 80, l'occupation syrienne dans les années 90, plusieurs conflits avec Israël jusqu'aux 34 jours de guerre en 2006. Tous ces conflits ont laissé des blessures qui n'ont pas eu le temps de cicatriser. La contamination par mines, des munitions non-explosées et les bombes à sous-munitions ont fait du Liban l'exemple type, le cas d'école pour les organisations humanitaires internationales traiter de ces sujets et de leur impact à court, moyen et long terme.

Le Liban est une de ces zones de conflits où les organisations d'assistance souvent ont rencontré des victimes qui ont été mutilées à plusieurs reprises dans des conflits différents. Pendant la dernière guerre contre

Israël, les sous-munitions ont un effet dévastateur sur les populations civiles. Les forces israéliennes même avaient avoué d'avoir largué plus qu'un million de sous-munitions sur le sud du pays.

En 2006 et 2007, la FSD a mené un projet de déminage financé par ECHO. Il avait pour objectif de soutenir la reconstruction et le développement socio-économique dans un environnement sécurisé, par les populations locales ainsi que les organisations humanitaires. A partir du 15 février 2008, les travaux ont repris dans la région de Nabatieh, au Sud Liban, en étroite collaboration avec la FSD France et son financement par la Commission Européenne.

La région de Nabatieh fut l'une des plus lourdement touchées par les bombardements. Il s'agit d'une région agricole où l'accès aux terres est une des conditions de survie pour la population qui dépend pour la majorité de la culture du tabac et de la culture maraîchère. Une année de récolte au moins a été perdue en 2007.

Deux équipes dirigées et formées par trois experts internationaux ont été déployées par FSD. La décontamination des terres a été effectuée selon un cahier des charges produit par l'UNMAC (Centre des Nations Unies de lutte contre les Mines) conjointement avec le LMAC (Centre libanais d'action contre les mines) par une approche visuelle par les démineurs supervisés par un chef d'équipe munis de détecteurs à métaux.

Lorsque le cahier des charges exigeait une recherche en profondeur – lorsqu'il s'agit d'un terrain constructible par exemple –, les techniciens ont utilisé des détecteurs à longue portée (Large Loop detector) pouvant détecter des UXO jusqu'à 8 mètres de profondeur. La majeure partie des terres dépolluées consistait en terrains agricoles, canaux d'irrigation, et infrastructures.

A la fin du projet, ce sont plus de 587'546 m² qui ont été rendus à la communauté pour leur culture vivrière et leurs projets de vie sociale et économique. Ce programme s'inscrit dans la volonté du gouvernement libanais de libérer

LEBANON

Clearance of the Explosive Remnants of War in Lebanon

In Lebanon, the last twenty years were marked by violent conflicts: the civil war of the 80s; the occupation by Syria in the 1990s; several conflicts with Israel up until the 2006 war. All these conflicts have left wounds that have not had time to heal. The contamination by mines, unexploded ordnance (UXO) and cluster bomb units (CBU) have severely impacted on life in the country.

In Lebanon, civilians have been mutilated several times in different conflicts. During the 2006 war, cluster bombs had a devastating effect on the population in the south. Israeli forces admitted to having dropped more than a million cluster sub-munitions in the area.

In 2006 and 2007, FSD conducted a clearance task financed by ECHO. Its aim was to

assist the reconstruction and socio-economic development for local populations in a secure environment. The operation also made work safer for the delivery of other humanitarian relief operations.

From 15 February 2008, mine clearance activities financed by the European Commission began in the district of Nabatieh, southern Lebanon, in close collaboration with FSD France.

The Nabatieh District was one of the most heavily bombed areas. Nabatieh is an agricultural region in which access to land is vital for the population. Many local people live off tobacco harvesting and market gardening. At least a year's worth of harvest was lost in 2007.

Two teams lead and trained by three international experts were deployed by FSD. Land clearance was carried out, following guidelines set by the United Nations Mine Action Centre (UNMAC) in conjunction with the Lebanese Mine Action Centre (LMAC). A visual surface search methodology was used,

supported when needed by sub-surface metal detectors.

When clearance specifications required deeper sub-surface search – e.g. in the cases when sites are planned for later building construction - FSD operators used large loop detectors which can find UXO up to 8 meters beneath the surface in the ground. The majority of the land cleared was designated for agriculture, irrigation channels, and infrastructure construction.

At the end of the project, more than 587'546 m² were released to the community for food production and other socio economic uses. This programme expresses the will of the government of Lebanon to free its territory from mines and unexploded devices by 2012. FSD assisted Lebanon in this objective.

Unfortunately, the European Community funding for mine clearance in Lebanon ceased during 2009, despite continuing needs and the proven positive impact of past clearance projects.

son territoire des mines et engins non-explosés d'ici l'année 2012. Par son action, FSD entend soutenir le pays dans cet objectif.

Malheureusement, aucun financement n'a été alloué au déminage du Liban par la Communauté européenne pour 2009, ce qui met

en danger la continuation du programme malgré l'étendue des besoins et l'efficacité avérée du travail.



Des techniciens de la FSD exécutent une enquête technique dans un champ au centre du village d'Ansar, Municipalité de Nabatieh au sud du Liban. Les opérateurs ont trouvé 72 sous-munitions (M42, M77 et BLU63) sur ces deux hectares de terrain. Après le nettoyage de ce territoire, les familles propriétaires ont planté des orangers et des citronniers, cultures qui existaient avant les bombardements.

FSD EOD operators conducting instrument-assisted search an agricultural field in the middle of the village of Ansar, Nabatieh Municipality in Southern Lebanon. The operators found and destroyed 72 sub-munitions (M42, M77 and BLU63) on these two hectares of land. Shortly after clearance, families started planting orange and lemon trees on the plot.

LIBAN • LEBANON

Personnel expatrié • International Staff:	3
Personnel national • National Staff:	41
ERW détruits • Destroyed ERW:	261
Surface réhabilitée • Released land:	635'073 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 227'359

Principaux donateurs: CE (via FSD France)

Main donors: EC (via FSD France)

LAOS

Le Laos est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est classé 133e sur 179 pays dans l'indice de développement humain de l'ONU, avec 31% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les priorités nationales de développement sont de sortir la République démocratique populaire lao du groupe des pays les moins développés d'ici l'an 2020. L'un des principaux moyens pour y parvenir est l'éradication de la pauvreté.

Le Laos a malheureusement la particularité d'avoir été le pays le plus bombardé du monde. Les conflits indochinois des années 60 et 70 ont fait du Laos le théâtre de vastes batailles terrestres et d'intensifs bombardements aériens. Sur une superficie totale de 236,800 km², 87,213 km², soit 37% du territoire est considéré à risque à cause des restes explosifs de guerre (REG).

La contamination par les REG est identifiée comme étant l'une des causes de la pauvreté au Laos ; pour cette raison, il est crucial d'associer les activités de dépollution et celles

pour la réduction de la pauvreté afin de soutenir les objectifs nationaux. Le programme de la FSD au Laos soutient le développement et la réduction de la pauvreté, et est donc en phase avec les priorités nationales.

Plus récemment, en 2008, ayant organisé un des trois forums régionaux pour la Convention sur les armes à sous-munitions, puis en Décembre, en étant le second après le pays organisateur, la Norvège, à signer cette convention, le Laos a officiellement adopté les normes nationales de déminage.

Le programme de la FSD Laos a été fondé en 2005 pour assister le Programme alimentaire mondiale (PAM) dans leurs programmes de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, en assurant le déminage des terres. Les opérations d'assistance de la FSD à la PAM ont débuté dans les provinces de Savannakhet en 2006 et de Sekong en 2007. En Septembre 2007 la FSD entre en partenariat avec CARE d'Australie en dépolluant à Sekong, dans le cadre de leur projet d'amélioration des moyens de subsistance.

En plus de ses travaux de déminage, la FSD assiste également les agences de lutte contre les REG/mines. Cette assistance consiste en la mise en place d'un cours de formation de niveau 4 pour les techniciens spécialisés dans la neutralisation et la destruction des explosifs (NEDEX), pour l'agence de déminage nationale en 2006. Elle consiste aussi en la rédaction des normes nationales de déminage et en une aide technique dans la création d'une base de données nationale pour l'Autorité nationale de régulation en 2006/2007.

En 2008, la FSD a continué le déminage pour soutenir les travaux du PAM dans les provinces de Savannakhet et Sekong. Le partenariat entre la FSD et le PAM est structuré de telle sorte que le PAM, avec les autorités gouvernementales du Laos, identifient les communautés pauvres qui ont des problèmes de sécurité alimentaire. Le PAM aide ensuite les communautés à concevoir des projets comme des jardins, des étangs de pisciculture, des barrages en terre, des routes, l'élargissement des rizières, etc., que les villageois eux-mêmes peuvent

LAOS

Laos is one of the poorest countries in the world. It is ranked 133rd among 179 countries in the UN Human Development Index with 31% of the population living below the poverty line. The national priorities for development are focused on Lao People's Democratic Republic (PDR) exiting the group of least developed countries by 2020. One of the main objectives in achieving this is poverty eradication.

Laos has the unfortunate distinction of being the most heavily bombed country in the world. As a result of the broader conflict in Indochina during the 1960s and 1970s, Laos was the scene of extensive ground battles and intense aerial bombardment. Of a total land area of 236'800 km², 87'213 km², or 37%, is considered at risk from explosive remnants of war (ERW).

ERW contamination is identified as one of the contributors to poverty in Laos; therefore linking ERW clearance to activities that reduce poverty is critical to supporting national objectives. The

FSD Laos programme works in support of development and poverty reduction projects thus directly supporting national priorities.

More recent developments during 2008 were the formal approval of National Standards for ERW/Mine Action in Laos; Laos hosting one of three regional forums for the Convention on Cluster Munitions; and then, in December, Laos being the second country to sign this convention behind the host, Norway.

The FSD Laos programme was established during 2005 to provide ERW clearance support to the World Food Programme's (WFP's) food security and poverty reduction programmes. FSD's operations, in support of the WFP, began in Savannakhet Province in 2006 and Sekong Province in 2007. In September 2007, FSD entered into partnership with CARE Australia, to provide ERW clearance support to CARE's livelihood improvement project in Sekong.

In addition to its clearance work, FSD also supports Lao ERW/mine action agencies. This support included the management of a senior technician's course in explosive ordnance dis-

posal (EOD) for the national ERW clearance agency, ERW LAO, in 2006, the writing of National Standards and help in establishing a National Database for the NRA in 2006/2007.

In 2008, FSD continued to provide ERW clearance support to the WFP's projects in Savannakhet and Sekong Provinces. WFP works with the government of Laos to identify poor communities with food security difficulties. The WFP works with the communities to design schemes that the villagers can implement themselves such as gardens, fish ponds, earth dams, roads, rice field expansions etc. FSD provides ERW clearance for the schemes and, immediately after clearance is completed, villagers implement the schemes and are paid for the work with food. Land cleared by FSD is put to immediate and effective use to reduce poverty in the beneficiary communities and the assets created contribute to ongoing and sustainable poverty reduction.

A new FSD project in support of CARE started in March 2008. The CARE project targets very poor ethnic communities living in highly

mettre en œuvre. La FSD assure le déminage, tandis que les villageois mettent les projets à exécution, et reçoivent de la nourriture en guise de paiement pour leur travail. Les terres dépolluées par la FSD sont immédiatement et efficacement utilisées pour réduire la pauvreté dans les communautés bénéficiaires. Les infrastructures ainsi créées contribuent à une réduction continue et durable de la pauvreté. Un nouveau projet soutenant CARE a débuté en Mars 2008. Le projet de CARE cible des communautés ethniques très pauvres qui vivent dans des zones très polluées par les REG, dans des régions reculées de la province de Sekong. Au cours de l'année 2008, le travail de la FSD est d'aider l'élargissement des rizières, la mise en place des projets d'irrigation, de potagers dans les villages, de plantations de café et d'infrastructures à petite échelle. Plusieurs REG dispersés au sein et autour de ces villages ont aussi été détruits. La FSD éduque également les enfants sur les risques des REG.

La FSD a aussi aidé les autorités gouvernementales de Savannakhet à déminer pendant

les six derniers mois de l'année 2008. Ceci était possible grâce à l'efficacité croissante des équipes de la FSD, qui ont réussi à achever leur plan de travail avec le PAM six mois en avance. Cette assistance était plutôt communautaire car la dépollution qui a été faite était pour la construction d'écoles, de temples, et de plantations communes.

Pour tous les projets de dépollution effectués, la FSD conduit des inspections post-dépollution durant lesquelles elle revisite les tâches accomplies six à huit mois auparavant. Le but étant de s'assurer que les terres sont exploitées comme prévu et qu'il n'y a pas eu de problèmes de REG sur les terres déjà dépolluées. Il n'y a jamais eu de problèmes de REG sur les terrains déminés par la FSD ; aussi plus de 95% des terres sont utilisées comme prévu. Les conclusions des inspections post-dépollution sont partagées avec des partenaires et l'autorité nationale de régulation pour les aider à améliorer leurs processus de planification des projets.

A la fin de l'année 2008 la FSD commença à rédiger des normes de formation pour les auto-

rités nationales afin de régenter la qualité des formations techniques au Laos et d'assurer que les Normes internationales de formation sont suivies. Ce projet met en avant les Normes nationales développées par la FSD pendant les années 2006 et 2007. Le 21 Avril 2008, la FSD devint la première ONG de lutte contre les REG à obtenir une accréditation complète au Laos.

En Septembre 2008, l'Autorité nationale de régulation, composée d'un bon nombre de ministres et de fonctionnaires haut placés, a adopté les Normes nationales. Ceci fut l'aboutissement du travail entrepris par la FSD à travers la rédaction des Normes nationales en 2006/2007.

Comme chaque année, le problème de financement reste le même en 2009. La FSD dispose de fonds sécurisés qui lui permettront de poursuivre ses projets courants jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'année 2009. Elle cherche à présent un financement pour la suite.

ERW contaminated areas in remote districts in Sekong Province. During 2008, FSD's work supported rice field expansion and associated irrigation schemes, village gardens for growing produce, coffee plantations and small scale construction. Many random ERW in and around the supported villages were also removed. FSD also provides ERW risk education to children as part of its support for this project.

FSD provided ERW clearance support to government authorities in Savannakhet for the last six months of 2008. This was possible due to the FSD teams' increasing efficiency, completing the WFP's 2008 work plan six months ahead of time. This support work was more community focussed with clearance being carried out for school construction, temples and communal plantations.

For all of its area clearance tasks FSD carried out post clearance assessments (PCAs), whereby it revisits tasks 6 to 8 months after the clearance work has been completed. The aim is to confirm that land is being used as intended and there were no problems with ERW

on the cleared land. There have never been any problems with ERW on FSD cleared land and over 95% is being used as intended. The results of PCAs are shared with partners and the National Regulatory Authority for mine action (NRA) to assist in improving their task planning processes.

Late in 2008, FSD commenced writing training standards for the national authorities that will regulate the quality of technical training in Laos and ensure internationally recognised standards of training are followed. This project builds on the National Standards that FSD developed in 2006/2007. On 21 April 2008, FSD became the first ERW clearance NGO in Laos to obtain full accreditation.

In September 2008, the NRA, which comprises a number of high ranking ministers and officials, approved the National Standards. This was the culmination of the work that FSD started with the writing of the National Standards in 2006/2007.

As with every year funding is the critical issue and 2009 is no different. FSD has secure

funding to continue its current operations until the end of the third quarter 2009 and is currently seeking funding for continuing beyond this.

LAOS • LAOS

Personnel expatrié • International Staff:	4
Personnel national • National Staff:	71
ERW détruits • Destroyed ERW:	5'045
Surface réhabilitée • Released land:	581'112 m ²
Dépenses • Expenditures:	CHF 1'091'779

Principaux donateurs: Australie (AusAID), Australie (via CARE), Département d'Etat des USA, Stanley Thomas Foundation

Main donors: Australia (AusAID), Australia (via CARE), USA State Department, Stanley Thomas Foundation

Si les techniciens de la FSD trouvent des bombes à proximité de villages, ils appliquent souvent des techniques alternatives de destruction, afin de limiter les risques de dégâts. Ici, la charge explosive d'une bombe de 250 kg a été détruite par incinération. Après avoir vérifié qu'il n'y ait plus de traces d'explosifs, le technicien remet l'enveloppe métallique aux habitants. Cette technique a deux avantages: d'une part, les villageois gagnent un peu d'argent sur le marché du métal; d'autre part, ils sont plus motivés d'indiquer des EWR aux équipes de la FSD, plutôt que de tenter leur recyclage eux-même et sans assistance de spécialistes.

Where bombs are found close to villages, FSD EOD technicians may use techniques, other than detonation, to minimise the risk of damage to houses and infrastructure. Here, the explosive fill of a 500lb bomb has been burned out. After ensuring that all traces of explosives have been removed, the EOD team leaves the valuable scrap metal for the villagers to use or sell. This has two benefits: villagers gain some income, and are more likely to report other UXO to the FSD team rather than risk tampering with UXO themselves.



RAPPORT DE PERFORMANCE

OBJECTIFS STATUTAIRES DE LA FSD

Constituée en fondation, la FSD est une organisation sans but lucratif, non politique, indépendante et neutre. Sa mission est l'éradication des mines et des résidus explosifs de guerre afin de réduire l'impact humanitaire, social, économique et environnemental sur les communautés affectées par ce fléau.

Conformément à cet objectif, la FSD déploie son activité selon les axes suivantes:

- Déminage et dépollution de sites
- Destruction de stocks de mines, armes et munitions
- Création d'espaces sécurisés pour la population civile
- Transfert de compétences et développement de capacités locales
- Prévention d'accidents
- Interventions en cas de catastrophes

LE CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le conseil de fondation est composé d'au moins 5 personnes physiques ou morales, élues pour une durée de 3 ans renouvelables. Les membres actuels sont:

LE CONSEIL DE FONDATION

	Fonction	Élu jusqu'à
Henri LEU	Président	Fin 2011
Yvette Clerc PFUND	Membre	Fin 2009
Kristina RAE-GRIMAUX	Membre	Fin 2008
Stéphane Felder	Membre	Mi 2011
Michel ROCH	Membre	Fin 2011
Gil Mottet	Membre	Fin 2011

François Rouge a présenté sa démission début 2008; il a été remplacé par Stéphane Felder. Kristina Rae-Grimaux n'a pas souhaité renouveler son mandat à fin 2008; Gil Mottet a été élu pour la remplacer début 2009.

PERFORMANCE REPORT

THE STATUTORY OBJECTIVES OF THE FSD ARE:

The FSD is constituted as a foundation. FSD is a non-profit, non-political, independent and neutral organisation. Its mission is the eradication of mines and other explosive remnants of war. FSD's work reduces the terrible impact on the communities affected by this blight, enabling people to go back to living normal lives in a safe environment.

In accordance with this objective, the FSD conducts:

- Mine clearance and decontamination of affected areas to aid beleaguered populations
- Destruction of stockpiled mines, weapons and munitions
- Transfer of expertise and local capacity development
- Accident prevention
- Emergency response

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with the FSD's articles of association, the Foundation Board is made up of at least 5 people or legal entities, elected for a renewable 3-year period. The current members are as follows:

THE FOUNDATION BOARD

	Position	Elected until
Henri LEU	Chairman	End of 2011
Yvette Clerc PFUND	Member	End of 2009
Kristina RAE-GRIMAUX	Member	End of 2008
Stéphane Felder	Member	Mid 2011
Michel ROCH	Member	End of 2011
Gil Mottet	Member	End of 2011

François Rouge stepped down at the beginning of 2008; he was replaced by Stéphane Felder. Kristina Rae-Grimaux did not wish to renew her term at the end of 2008; Gil Mottet was elected to replace her at the beginning of 2009.

Les membres honoraires de la FSD sont les suivants:

André Collomb	Élu fin 2006
Alexandre Davidoff	Élu fin 2006
Kristina Rae-Grimaux	Élue fin 2008

Les membres du conseil de fondation oeuvrent aussi comme membre du conseil d'administration de Crosstech S.A., une société de service entièrement détenue par la FSD.

La FSD ainsi que Crosstech S.A. sont gérées par Hansjörg Eberle, directeur général. Il est engagé avec un contrat de durée indéterminée.

En 2008, le conseil de fondation s'est réuni à huit reprises en séance plénière avec le directeur général et a pris toutes les décisions formelles de son ressort. Outre diverses activités de représentation de l'organisation, le président du conseil a effectué une mission au Tadjikistan. Le conseil d'administration de Crosstech S.A. s'est pour sa part réuni à trois reprises en séance plénière avec le directeur général pour prendre les décisions formelles de sa compétence.

En 2008, la FSD et Crosstech S.A. se sont respectivement dotés d'un système complet de contrôle interne. Le règlement interne de la FSD a par ailleurs été complété en matière de conflits d'intérêts. Enfin, le siège de la FSD a été réduit et restructuré pour s'adapter à l'évolution des opérations sur le terrain.

The honorary members of the FSD are as follows:

Andre Collomb	Elected end 2006
Alexandre Davidoff	Elected end 2006
Kristina Rae-Grimaux	Elected end 2008

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Directors of Crosstech S. A., a service company which is fully owned by FSD.

The FSD as well as Crosstech S.A. are managed by Hansjörg Eberle, Director General. He was hired with a non-fixed-term contract.

In 2008, the Foundation Board has held eight plenary meetings with the management and has made all the formal decisions which fall within its jurisdiction. In addition to diverse representation activities of the organization, the chairman conducted a mission to Tajikistan. The Crosstech S.A. Board of directors has held three plenary meetings with the management to make formal decisions which fall under its jurisdiction.

In 2008, FSD and Crosstech S.A. each acquired a complete internal control system. The internal regulations of the FSD were amended in regards to conflicts of interest. Lastly, the FSD has reduced and restructured its headquarters so as to adapt to the evolution of field operations.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Plus de 5,000 hectares, soit 50 millions de mètres carrés, ont été dépollués de résidus explosifs et de mines et rendus à la population en 11 ans d'existence de la FSD. Cela représente près de 720,000 mines et munitions non-explosées détruits par les équipes de la FSD.

L'année 2008 a vu une productivité extraordinaire, avec le traitement d'environ 30 millions de mètres carrés de terrain et la destruction de quelques 18,000 mines et munitions non-explosées. Cette augmentation importante de la productivité est due à l'application de nouvelles techniques et méthodologies. Ceci a nécessité une rationalisation des bases de données (en effet, peu de zones sur la carte du monde des zones minées sont définies avec précision), combinée avec des méthodologies affinées d'évaluation générale et d'évaluation technique.

Les travaux de dépollution et de libération de terres de la FSD ont été suivis de très près par des organisations internationales qui définissent et influencent les standards technique dans ce domaine, dont le Centre International de Déminage Humanitaire de Genève (CIDHG) et le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD).

OPERATIONAL PERFORMANCE

More than 5 000 hectares, that is 50 million square meters, have been cleared of explosive remnants and mines and released to the population by FSD in 11 years of activities. That represents close to 720 000 mines and unexploded munitions destroyed by the FSD teams.

The year 2008 has seen an extraordinary productivity, with the treatment of approximately 30 million square meters of land and the destruction of some 18 000 mines and unexploded munitions. That important increase in productivity is due to the use of new techniques and methodologies. Part of this was achieved through rationalization of the database (few of the contaminated areas in the world are precisely defined on the world maps), combined with refined methodology of general and technical survey.

FSD clearance and land release operations have been closely watched by international organizations which define and influence technical standards, such as the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD) and the United Nations Development Programme (UNDP).

PARTENARIATS ET COOPÉRATIONS

La FSD est partenaire agréé de ECHO, l'agence humanitaire de la Communauté Européenne, depuis 2004. L'accord de partenariat a été renouvelé pour 4 ans.

La FSD est partenaire de la FSD France depuis 2005. Le financement d'ECHO pour le programme de déminage de la FSD au Liban venant à échéance à mi-fevrier 2008, l'ensemble des actifs et le personnel a été transféré à la FSD France. C'est la FSD France qui a ensuite assumé la responsabilité pour la mise en oeuvre du programme, avec des fonds de la Communauté Européenne, et en étroite collaboration avec la FSD.

Le directeur général de la FSD siège à titre personnel au comité consultatif du CIDHG.

La FSD a signé un accord de coopération avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Sri Lanka.

La FSD est "stand-by partner" du PAM depuis 2001. Au Laos, la FSD continue à mettre en oeuvre ses programmes intégrés de dépollution et de réhabilitation agricole avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Care Australie.

ORIGINES DES FONDS

Le principal revenu de la FSD provient du financement de ses programmes par les gouvernements tels que l'Allemagne, l'Australie, l'Autri-

che, la Belgique, le Canada, la Corée du Sud, le Japon, la Suisse, les Etats-Unis. Certains programmes ont été financés par des bailleurs de fonds multilatéraux, tels que CHF International, ECHO, le United Nations Mine Action Office (UNMAO) ou le PNUD. D'autres contributions ont par ailleurs été allouées par différents cantons, villes, communes et fondations suisses, ainsi que par des donateurs privés.

UTILISATION DES FONDS

La majeure partie des fonds de la FSD est directement affectée à la mise en oeuvre de projets de déminage. Les frais de fonctionnement alloués au siège pour lui permettre de remplir sa mission de soutien, de coordination et de contrôle des opérations et des ressources, ainsi que pour effectuer les travaux de comptabilité, de développement des programmes, et de gestion d'ensemble, comptent pour moins de 10% du budget global.

ORGANES DE CONTRÔLE

En tant que fondation de droit suisse, la FSD opère sous la surveillance de l'administration fédérale suisse. L'audit des comptes est réalisé par KPMG. En 2008, la FSD a été re-certifié par ZEWO. Elle détient le label ZEWO qui atteste de sa fiabilité depuis 2003. En tant qu'organisation partenaire, la FSD a également été auditée par ECHO, au siège et sur le terrain.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

The FSD is an accredited partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO), since 2004. The partnership agreement has been renewed for a further 4 years.

The FSD is a partner of FSD France since 2005. The funding from ECHO for the FSD clearance programme in the Lebanon came to an end in mid-February 2008. All assets and personnel had been transferred to FSD France. It was FSD France which took responsibility to implement the programme with funds from the European Community in close collaboration with the FSD.

The Director General of the FSD sits on a personal capacity on the Advisory Council of the GICHD.

The FSD has signed an agreement of co-operation with the International Organization for Migration (IOM) in Sri Lanka.

The FSD has been a stand-by partner to WFP since 2001. In Laos, the FSD continues to implement its integrated agricultural clearance and rehabilitation programme with WFP and Care Australia.

DONORS

The main project funding of FSD is provided by the following governments: Germany, Australia, Austria, Belgium, Canada, South Korea, Japan, Switzerland and USA. Certain programmes have been sponso-

red by multilateral donors or partner NGOs, such as CHF International, ECHO, the United Nation Mine Action Office (UNMAO) or UNDP. Other contributions have been provided by Swiss cantons, cities and municipalities as well as private donors.

USE OF FUNDING

The majority of FSD funds are directly allocated to the implementation of clearance projects. The operating budget allotted to the headquarters allows FSD to fulfil its mission in terms of quality control, overall coordination of resources and general management, to accomplish the accounting tasks and develop new programs. Less than 10% of the overall budget are used for the headquarter function.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation under Swiss law, the FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal administration. FSD's accounts are audited by KPMG. In 2008, the FSD was re-certified by the ZEWO. It has held this quality label certifying its reliability and trustworthiness since 2003. As a partner organization, the FSD has also been audited by ECHO, at headquarters and field levels.



KPMG SA
Audit
14, Chemin De-Normandie
CH-1206 Geneva

P.O. Box 449
CH-1211 Geneva 12

Telephone +41 22 704 15 15
Fax +41 22 347 73 13
Internet www.kpmg.ch

Report of the Auditor to the Board of Trustees of the

Fondation Suisse de Déminage, Geneva

As auditor, we have audited the consolidated financial statements (balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in capital and notes) of the Fondation Suisse de Déminage for the year ended 31 December 2008. In accordance with Swiss GAAP RPC, the information in the performance report is not subject to audit work performed by the statutory auditor.

Board of Trustees' Responsibility

The board of trustees is responsible for the preparation of the consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER, the requirements of Swiss law and the foundation's charter. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The board of trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system.

An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2008 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP RPC and comply with Swiss law and the foundation's charter.



Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the board of trustees.

We recommend that the financial statements submitted to you be approved.

We further confirm that the entity complies with those requirements of the foundation ZEWO which are subject to our audit.

KPMG SA

Stéphane Gard
*Licensed Audit Expert
Auditor in Charge*

Pierre Henri Pingeon
Licensed Audit Expert

Geneva, 30 June 2009

Enclosure:

- Financial statements (balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in capital and notes)

LES ÉTATS FINANCIERS

ANNÉE FISCALE 2008 (en francs suisses)

FINANCIAL STATEMENTS

FINANCIAL YEAR 2008 (in swiss francs)

BILAN	BALANCE SHEET	2008	2007	Notes
ACTIF	ASSETS			
Actif circulant	Current assets			
Liquidités	Cash and cash equivalents	3,716,490	1,968,675	1
Autres créances	Other receivables	1,263,364	13,741	2
Comptes de régularisation actif	Prepayments and accrued income	2,193,701	4,426,089	3
Total actif circulant	Total current assets	7,173,555	6,408,505	
Actif immobilisé	Non-current assets			
Immobilisations corporelles	Fixed assets	39,959	1,066,064	4
Total actif immobilisé	Total non-current assets	39,959	1,066,064	
Total Actif	Total Assets	7,213,514	7,474,569	
PASSIF	LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
Capitaux étrangers	Liabilities			
Autres dettes	Other liabilities	234,578	670,776	5
Provision pour impôts	Provision for taxes	121,756	-	6
Comptes de régularisation passif	Accrued liabilities and deferred income	352,851	97,259	7
Total capitaux étrangers	Total liabilities	709,185	768,035	
Fonds affectés	Restricted Funds			
Fonds d'assurance	Insurance fund	2,658,263	2,543,100	8
Revenus différés	Deferred income	2,140,849	2,459,920	10
Total fonds affectés	Total restricted funds	4,799,112	5,003,020	
Capital	Capital			
Capital versé	Paid-in capital	170,963	170,963	8
Fonds libres	Unrestricted capital	1,534,254	1,532,551	8
Total capital	Total capital	1,705,217	1,703,514	
Total Passif	Total liabilities, funds & capital	7,213,514	7,474,569	

TABLEAU DE FINANCEMENT	FUNDS FLOW STATEMENT	2008	2007	Notes
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	FUNDS FLOW FROM OPERATIONS	A		
Résultat avant variation des fonds	Result before variation of funds	116,866	(823,341)	
Amortissement d'immobilisations corporelles	Depreciation of fixed assets	187,316	786,788	4
Dépréciation de valeur d'immobilisations corporelles	Writeoff of fixed assets	14,558	81,153	
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	127,145	-	2
Provision pour impôts	Provisions for taxes	121,756	-	6
Gain net de vente d'immobilisations corporelles	Net gain from disposal of fixed assets	(538,674)	(446,300)	
Diminution / (augmentation) des autres créances	Increase / Decrease in other receivables	(1,376,768)	23,631	
Diminution / (augmentation) des comptes de régularisation actif	Increase / Decrease in prepayments and accrued income	2,232,388	3,304,360	
Augmentation / (diminution) des autres dettes et des comptes de régularisation passif	Increase / Decrease in other liabilities, accrued expenses and deferred income	(180,606)	(1,116,197)	
Augmentation / (diminution) de revenus différés	Increase / Decrease in deferred income	(319,071)	716,125	
Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation	Funds flow from operations	384,910	2,526,219	
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT	FUNDS FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES	B		
Investissements en immobilisations corporelles	Investments in tangible fixed assets	(28,126)	(819,714)	4
Désinvestissements immobilisations corporelles	Disposal of fixed assets	1,391,031	481,914	4
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement	Funds flow from investing activities	1,362,905	(337,800)	
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT	FUNDS FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	C		
Diminution dettes financières	Decrease loans payable	-	(5,000,000)	
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement	Funds flow from financing activities	-	(5,000,000)	
AUGMENTATION DES DISPONIBILITÉS	INCREASE IN CASH	D		
Existant initial disponibilités (1.1.N)	Opening balance of cash (1.1.N)	1,968,675	4,780,256	
Existant final disponibilités (31.12.N)	Closing balance of cash (31.12.N)	3,716,490	1,968,675	
Variation des disponibilités A+B+C=D	Changes in cash A+B+C=D	1,747,815	(2,811,581)	

LES ÉTATS FINANCIERS

ANNÉE FISCALE 2008 (en francs suisses)

FINANCIAL STATEMENTS

FINANCIAL YEAR 2008 (in swiss francs)

COMPTE D'EXPLOITATION	STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE ACCOUNT	2008	2007	Notes
RECETTES	INCOME			
Report résultats année précédente	Balance brought forward from prior year	2,395,290	1,657,968	10
Report résultats année suivante	Balance carried forward to the next year	(2,140,849)	(2,395,290)	10
Revenus siège	Head-office revenues	219,263	2,076,053	
Gain de vente d'immobilisations	Gain on disposal of fixed assets	538,675		
Gain de change	Currency exchange differences	581,774		
Préstation de services terrain	Invoiced field services	3,279,279	7,052,013	
Revenus relatifs aux programmes	Programme revenues	5,551,512	9,533,124	
Fonds d'assurance (net)	Insurance fund (net)	115,163	(322,894)	
Total recettes	Total income	10,540,107	17,600,974	
DÉPENSES	EXPENDITURE			
Dépenses relatives aux programmes	Direct Project Expenditure			
Frais de personnel	Staff costs	4,701,046	8,966,668	9
Frais de voyage	Travel costs	355,497	603,671	
Frais de bureau	Office costs	2,488,806	5,341,963	
Honoraires	Honorary fees	37,994	13,442	
Intérêts sur dettes	Interests on debts	-	27,029	
Frais de banque	Bank charges	25,134	46,313	
Assurances	Insurance charges	134,267	190,602	
Télécommunication	Telecommunication expenses	102,334	329,217	
Frais communication	Visibility expenses	10,826	275,486	
Frais de prospection	Development expenses	-	243	
Prov. pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	127,145	-	2
Charges sur change	Currency exchange differences	80,914	197,687	
Participation aux coûts du siège	Overhead cost	472,125	1,067,491	
Total Dépenses relatives aux programmes	Total Direct Project Expenditure	8,536,090	17,059,813	
Dépenses relatives au siège	Expenditure of head-office			
Frais de personnel	Staff costs	363,129	452,048	9
Frais de voyage	Travel costs	68,545	100,632	
Frais de bureau	Office costs	220,191	0	
Amortissements	Depreciation	187,317	0	
Honoraires	Honorary fees	141,607	251,026	
Intérêts sur dettes	Interests on debts	-	53,551	
Frais de banque	Bank charges	4,896	13,096	
Assurances	Insurance charges	28,694	74,700	
Télécommunication	Telecommunication expenses	25,868	43,544	
Frais communication	Visibility expenses	35,884	204,598	
Charges sur change	Currency exchange differences	689,264	171,307	
Total Dépenses relatives au siège	Total Expenditure of head-office	1,765,395	1,364,502	
Total Dépenses	Total Expenditure	10,301,485	18,424,315	
Résultat d'exploitation avant impôts et variation des fonds	Result of operations before taxes and variation of funds	238,622	(823,341)	
Impôts sur le bénéfice	Income taxes	(121,756)	-	6
Résultat d'exploitation avant variation des fonds	Result of operations before variation funds	116,866	(823,341)	
VARIATION DE FONDS	VARIATION OF FUNDS			
Attribution au / (prélèvement sur le) fonds assurance	Attribution to / (contribution from) Insurance fund	(115,163)	322,894	8
Résultat après variation des fonds	Result after variation of funds	1,703	(500,447)	

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL	Balance 31.12.07	Surplus for the year	Balance 31.12.08
INTERNALLY GENERATED FUNDS			
Paid-in capital	170,963		170,963
Unrestricted funds	1,532,551	1,703	1,534,254
Capital of the organization	1,703,514	1,703	1,705,217

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2008 (in swiss francs)

BASIS OF PREPARATION

These financial statements of FSD have been prepared in accordance with the accounting standard Swiss GAAP RPC according to the Swiss ZEW0 guidelines for non-profit organizations. The presentation of certain items has been amended from the prior year for better understanding and comparability with the current year figures.

SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Scope of consolidation

These financial statements present the consolidated activities of FSD worldwide. The "FSD Group" consists of the Swiss Foundation for Mine Action (FSD), the parent company, and its 100% own subsidiary, Crosstech S.A., a Swiss Company. The headquarters of FSD are located at Rue du 31 Decembre 36, CH-1207 Geneva, Switzerland.

Basis of Consolidated Financial Statements Preparation

Accounts of subsidiary and parent company are fully consolidated. The financial statements of the subsidiary are prepared for the same reporting period as FSD. All inter-company transactions and balances have been eliminated in these financial statements.

Foreign currency transactions

The FSD's accounting records are maintained in Swiss Francs.

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Swiss francs at exchange rates fixed at the beginning of each month. Cash and cash equivalents are valued at the exchange rate at 31 December 2008. Foreign exchange movements are recognized in the profit and loss account.

The exchange rates applied at 31 December 2008 are:

1 CHF = USD 0.94731

1 CHF = EUR 0.67196

Cash and cash equivalents

The FSD considers cash on hand, cash in bank and short-term time deposits with banks as cash and cash equivalents.

Other receivables

Represent items booked as receivable from customers of Crosstech S.A. and cash advance of employees.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

Prepayments and accrued income

Prepayments and accrued income consists of receivable from donors, insurance claims, rental deposit, and advance payment for rent. Donors receivables are recorded when contracts are signed.

Fixed assets

Fixed assets are shown at net book value. This consists of equipments and vehicles purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Cost of fixed assets includes expenditure incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition.

Depreciation is calculated based on a 50% reducing balance basis.

Accrued liabilities

Accrued liabilities are expenses incurred but not yet paid as of balance sheet date.

Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and belongs to FSD. The Fund, including the overall loss settlement is managed by an external insurance expert.

The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, cover the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff
- Political and conventional risks of the assets in the field
- Employer's liability at the head office and in the field

Unrestricted capital

This reserve is the accumulation of excess funds that has been set aside with no specific reservation or restriction.

Income

Grants, donations or contributions are normally included in the determination of income in the period in which they have been received. Other income are recognized as accrued.

Pledges in cash are recognized on receipt of a written confirmation of donation from the donors except revenue relating to future years which is recorded on the balance sheet as deferred income or as contingent asset if the receivable is greater than five years.

The following contributions are recognized upon receipt of cash collection:

- private and public donations
- income from fund raising campaigns
- legacies

In some cases, donor's pledges do not materialize. FSD considers pledges that have not materialized within 1 year as contingent assets, and does not include them in the balance sheet at year-end.

Cost allocation to programmes

a) Participation of programs in head office costs

In past years, FSD has covered its head office costs primarily by deducting a charge of 10% from the expenses of most of the international programs and projects. Since 2006 already, FSD has reduced this charge to a 7% flat rate, in line with the policy of several large donors. FSD in turn hoped to be able to compensate this reduction in HQ revenue by charging programs with direct HQ staff costs, based on the cost accounting system. Such a combined practice is accepted and promoted by leading donors such as ECHO.

Overall however, the target field contribution to HQ of maximum 10% could not be reached in 2007, as certain donors refused to accept the directly charged costs from HQ. In 2008, FSD negotiated again 10% overheads with several institutional donors.

b) Staff costs billed to projects

Starting 2007, the improved cost accounting system used allowed FSD to cross-charge on various project accounts the time worked of key personnel and other general cost based on total head count of each programme.

c) Rental of assets

In 2008, Crosstech S. A. acquired some of FSD emergency stocks, consisting mainly of vehicles and light mine clearance assets such as detectors and protective equipment which are located outside Switzerland. These equipment and vehicles were made available throughout the year to projects and programs in Sudan, Sri Lanka and Burundi.

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1. Cash and cash equivalents

As per 31 December, FSD's cash and cash equivalents position are as follows:

	2008	2007
At Head Office	1,721,570	1,035,752
In the Field	848,081	922,869
Insurance Fund	85,703	10,054
Placements	1,061,136	-
Total	3,716,490	1,968,675

As of 31 December 2007, CHF 89,703 of the total cash in bank was blocked by means of a bank guarantee to support a bid bond.

2. Other receivables

	2008	2007
Receivable from various customers	1,359,229	-
Cash advance	31,280	13,741
Total	1,390,509	13,741
Less: Allowance for doubtful accounts	127,145	-
Net	1,263,364	13,741

3. Prepayments and accrued income

	2008	2007
Accrued donations	2,139,553	4,190,029
Accrued income	-	64,629
Head office rental deposit	6,517	6,140
Prepaid rent	23,071	-
Insurance Fund	24,560	165,291
Total	2,193,701	4,426,089

4. Fixed assets

	Equipment	Vehicles	Office Furniture	Total
Cost				
Balance 01.01	3,066,298	461,207	67,729	3,595,234
Acquisition	9,289	18,837	-	28,126
Sale	2,900,179	170,124	-	3,070,303
Write off	164,293	-	-	164,293
Balance 31.12	11,115	309,920	67,729	388,764
Accumulated Depreciation				
Balance 01.01	2,044,347	417,095	67,728	2,529,170
Depreciation	166,586	20,730	-	187,316
Sale	2,058,895	159,051	-	2,217,946
Write off	149,735	-	-	149,735
Balance 31.12	2,303	278,774	67,728	348,805
Balance 01.01	1,021,950	44,112	1	1,066,064
Balance 31.12	8,811	31,147	1	39,959

During the year, the acquisition amounted to CHF 28,126 and the group sold some of their fixed assets for CHF 1,391,031.

Fixed assets have been insured against conventional risk (fire, water) for a total value of CHF 4,149,864.

5. Other liabilities

	2008	2007
Payable to suppliers and employees	97,356	381,446
Insurance Fund	137,222	289,330
Total	234,578	670,776

6. Provision for taxes

FSD Group includes a legal entity that is exonerated from paying taxes (FSD) and another one that is not (Crosstech S.A.). The provision for taxes has been calculated based on Crosstech S.A. fiscal status of an "société auxiliaire" which was obtained from Geneva tax authorities on 09 July 2009.

7. Accrued liabilities and deferred income

	2008	2007
Head Office accruals	150,491	19,996
Accrued field expenses	110,835	-
Accrual for insurance cases	74,996	70,446
Working advances	16,529	6,817
Total	352,851	97,259

8. Funds and Capital

	Capital	General Fund	Total
1-Jan-2008	170,963	1,532,551	1,703,514
Result for the year		1,703	1,703
			-
31-Dec-2008	170,963	1,534,254	1,705,217

The Insurance Fund

The net result of the Insurance Fund is broken down as follows:

	2008	2007
Premiums	750,768	1,339,385
Management Fees	60,086	13,784
Claims	1,492	520,382
Sundry Income	19,585	8,459
Foreign Exchange Earnings	9,042	34,260
Total income	840,973	1,916,270
Premiums	528,965	869,124
Claims	15,056	1,298,927
Sundry Expenses	151,129	31,065
Foreign Exchange Losses	30,660	40,048
Total expenses	725,810	2,239,164
Net Amount	115,163	-322,894

9. Staff-related costs and figures

	2008	2009
Wages and salaries	3,583,834	6,455,858
Social insurance and social benefits	1,480,341	2,962,858
Total	5,064,175	9,418,716

10. Program Summary

	Angola	Burundi	Laos	Lebanon	Afghanistan	Mozambique	Philippines	Sudan/ Simas	Sri Lanka	Tajikistan	Vietnam	Total
Income fr. Previous year	182,771	300,889	120,974	250,639	-	195,063	(47,981)	362,003	585,829	461,751	(16,648)	2,395,290
Current year income	56,272	207,876	2,077,308	(62,208)	-	(13,297)	-	755,478	1,719,877	1,718,586	17,251	6,477,143
Total Income	239,043	508,765	2,198,282	188,431	-	181,766	(47,981)	1,117,481	2,305,706	2,180,337	603	8,872,433
Expenditure	(50,121)	(513,843)	(1,091,779)	(227,359)	(41,043)	(195,082)	(8,124)	(738,078)	(1,506,594)	(2,080,016)	(22,291)	(6,474,330)
Balance	188,922	(5,078)	1,106,503	(38,928)	(41,043)	(13,316)	(56,105)	379,403	799,112	100,321	(21,688)	2,398,103
Charged to free funds		5,078		38,928	-	13,316	56,105	(190,266)	(166,632)	(13,783)	-	(257,254)
Balance carried forward to future years	188,922	-	1,106,503	-	(41,043)	-	-	189,137	632,480	86,538	(21,688)	2,140,849

11. Employee benefits

FSD employees in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générales sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determine contributions. With this plan, net returns on plan assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available.

Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

The annual contributions to the pension plan are recorded to the income statement during the period they relate. In 2008, eight (8) persons are insured for the premium payment of CHF 151,542.

12. Other informations

The FSD has not organized any public fund collection in 2008 and 2007. The FSD also has not incurred any direct expenses related to such activities.

In 2008, the President of the Foundation Council has been paid CHF 18,454 as fees for services rendered to the organization beyond his formal functions.

13. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that have an impact on 2008 financial statements.

LISTE DES DONNS ET CONTRIBUTIONS

REÇUS EN 2008 (en francs suisses)

LIST OF DONATIONS AND CONTRIBUTIONS

RECEIVED IN 2008 (in swiss francs)

	Angola	Burundi	Laos	Lebanon	Mozambique	Sudan	Sri Lanka	Tajikistan	Vietnam	TOTAL
DONOR										
GOVERNMENTS										
Australia (AUSAID)			1,022,844							1,022,844
Australia (via CARE Australia)			446,101							446,101
Austria (ADA)		352,421			152,433	75,043				579,897
Belgium								100,032		100,032
Canada (via OSCE)								427,579		427,579
Germany AA								672,105		672,105
Japan							770,390			770,390
Switzerland (SDC)		80,000								80,000
Switzerland (Political Division IV)						395,725	40,000			435,725
US (Department of State)						242,799				242,799
US (via OSCE)			805,282				494,565			1,542,647
South Korea (via OSCE)								24,761		24,761
								33,749		33,749
Government donors subtotal										6,135,831
MULTILATERAL AND INT. ORGANISATIONS										
CHF International						52,972				52,972
ECHO				447,407			634,477			1,081,884
OSCE								766,535		766,535
EC (via FSD France)				412,054						412,054
UNMAO						261,527				261,527
UNDP		142,623						30,825		173,448
International organisations subtotal										2,748,421
PUBLIC SOURCES										
Gemeinde Freienbach	5,000									5,000
Municipality of Saconnex									10,000	10,000
Municipality of Chêne-Bourg			7,000							7,000
Einwohnergemeinde Menzingen	971									971
Finanzverwaltung Kt.Schyz	20,000									20,000
Schweiz Stiftung	5,000									5,000
Public sources subtotal										47,971
PRIVATE SOURCES										
Stanley Thomas Foundation			66,074							66,074
Gemeinsam gegen Landminen (GGLA) Austria						24,572		4,512		29,083
Foundation "Welt ohne Minen" (WOM)		155,477								155,477
Glencore International	25,000									25,000
Tides Foundation			26,178							26,178
Other private donors	300		40,000						1,000	41,300
Private sources subtotal										343,113
OTHER INCOME/MOVEMENT										
Reversal of 2007 accruals		-522,645	-921,250	-583,157	-165,730	-530,576	-543,760	-502,806		-3,769,923
Adjustments to previous years				73,542			3,227	-43,823		32,946
Other income	1						6,901		6,251	13,153
Other income/movement subtotal										- 3,723,824
TOTAL	56,272	207,876	1,492,229	349,846	-13,297	522,064	1,405,801	1,513,469	17,251	5,551,512

L'ÉQUIPE FSD

REMERCIEMENTS

La FSD souhaite remercier ses collaborateurs pour l'excellent travail accompli en 2008!

FSD TEAM

SPECIAL THANKS

The FSD wishes to thank its staff for the excellent work they have accomplished in 2008!

CONSEIL DE FONDATION • FOUNDATION COUNCIL

Henri LEU, Président, [President](#)

Kristina RAE-GRIMAUX • Yvette CLERC-PFUND • Michel ROCH • Gilles MOTTET • Stéphane FELDER

ORGANE DE RÉVISION • AUDITORS

KPMG Switzerland

PERSONNEL SIÈGE • STAFF AT HEADQUARTERS

Hansjoerg EBERLE, Directeur général, [Director General](#)

Benedikt TRUNIGER, Directeur général adjoint, [Deputy Director General](#)

Alexander GRIFFITHS, Directeur des opérations, [Director of Operations](#)

Christoph HEBEISEN, Directeur des opérations adjoint & Coordinateur régional (Asie), [Deputy Director Operations & Regional Coordinator \(Asia\)](#)

Alex VAN ROY, Coordinateur régional (Afrique & Asie centrale), [Regional Coordinator \(Africa & Middle East\)](#)

Stephan DECAILLET, Finances, [Finance](#)

Laurence CLARKE-SCHALLER, Ressources humaines, [Human Resources](#)

Jeanne VU VAN, Communication & Recherche de fonds, [Communication & Fundraising](#)

Roland SIDLER, Communication & médias, [Communication & Medias](#)

Pascal CAVIN, Graphisme, [Corporate Design](#)

Sandra SCHERRER, Stagiaire, Communication & Finances, [Intern, Communication & Finance](#)

PERSONNEL EXPATRIÉ • EXPATRIATE STAFF

Jean-Claude Amand, Jacques Bigeau, Marc Bonnet, Eric Boulin, Daniel Bridges, Arlene Calalo, Karen Culver, Stefan De Coninck, Valeria Fabroni, Andre-Marc Farineau, Anthony Fish, Zlatko Gegic, Frederic Gras, Patrick Hirard, Joseph Huber, Abdul Razak Ismael, Kumar Kandiah, Henk Liebenberg, Albino Macuacua, Christian Mondange, Dominique Morin, Elliott Mtope, Nigel Orr, Noel Peacock, Didier Perardel, Roshan Christy Peter Emmanuel, Raju Pillai, Rod Scott, David Smyth, Julian Teejay Teodoro, Ian Thomas, Alexander Van Roy, Ashley Paul Williscroft

COLLABORATEURS NATIONAUX • NATIONAL STAFF

Angola • [Angola](#)

Gilberto Armando, Samuel Matos.

Burundi • [Burundi](#)

Edith Ndimurwanko, Deo Ntavyo, Diane Nkurunziza, Joseph Kanuma, Theophile Ninteretse, Mathias Niyonzima, Adrien Buhire, Pontien Biyaka, Jean Ntirandekura, Angel Gabriel Ndayirukiye, Spes Gahungu, Ines Bella Inamahoro, Esperance Singirankabo, Aaron Manirambona, Alphonse Ndayishimiye, Innocent Ndoreraho, Augustin Ndayishimiye.

Laos • [Laos](#)

Banxai Saysouphanh, Boonlon Silaluck, Bouangern Yinda, Bounnam Thammavong, Bounthieng Boutkhaitone, Bowling Sengsouliya, Chanthachone Solaseun, Chanthanorm Vienglatee, Chaysavanh Kephachanh, Daosongseng Sengheuangsomphou, Daosotsay Chanvanhkhham, Dasone Sitthiphone, Kaek Boutakhod, Kaisone Sangchomphone, Keopaseuth Phommavanh, Khambay Duangpanya, Khambay Thongsamlit, Khamlá Nokeo, Khamlá Thidavanh, Khampeng Norkham, Khankham Sengvalee, Khanthaly Moonvong, Khanthong Kettavong, Khemphone Vongmone, Khoyma Chasina, Ko Deunpasurth, Kongkeo Kayasone, Lampheng Xayalath, Latsamy Tonpasurth, Laykham Xayasone, Manichanh Bouphanh, Manothone Naouboun, Manyvan Thammabouth, Minthada Thepvongsa, Orngeun Khounphadeth, Pengmoua Nengthongpavue, Phaunhmalay Keovichit, Phet Sisanavongxay, Phonemany Souphavong, Phongsavanh Sayngeun, Phothong Lattanavongsinh, Phoumy Phouangthong, Phouphone Sayaphoumy, Saengphon Silavan, Saisamone Sengphadeth, Saleumphone Bounthavee, Sangkip Louangxay, Sayaket Chittavong, Seangtavanh Vongsikhyo, Sengkham Nakhonesid, Sivixay Thepkaysone, Somephone Khonesavanh, Somphong Chanthavong, Sykhoun Monealoun, Takheua Dokphasouk, Teo Soumbola, Thanhnhalin Chaleunsouk, Thongpheang Salermphan, Thongsan, Ting Inthava, Vanhkhham, Vanny Southasee, Vanlakhone, Vanna Singhalat, Vanthachak Vilaysane, Viengsavon Chomsilivong, Vikham Khamsoubin, Vilayphanh Vilayseng, Vilayphone Khenavong, Vilayphone Yengpalong, Vilayvhanh Sounenalath, Vongkhetsavan Chanthavong, Vongphanh Xayphavieng, Xay Phaphitak, Xayachack Phoutisone.

Liban • Lebanon

Carole Elias Shdeed, Abbass Hammoud, Abbass Reda Taha, Akel Hassan Hammoud, Ali Hussein Tawbi, Ali Jaber Safa, Ali Jamil Maatouk, Bilal Mohamad Fahes, Fadi Ali Tawbi, Fadi Mohamad Abdallah, Hamze Al Abed Humayed, Hassan Abdallah Kumayha, Hassan Ahmad Karaki, Hassan Asaad Amash, Hassan Hani Kanso, Haydar Mouhamad Humayed, Hussein Ali Nasrallah, Hussein Mohamad Abdallah, Hussein Mohamad Abdallah, Ibrahim Haydar Fakhir, Issam Ali Khalil, Kassim Mohamad Ghossein, Khalil Hussein Ahmad, Mahmoud Ahmad Karaki, Mahmoud Hani Fakhir, Mohamad Ahmad Iskaf, Mohamad Hassan Nadar, Mohamad Hassan Sobeyti, Mohamad Hussein Naser Aldin, Mouhamad Hassan Akil, Moussa Hussein Kobaisy, Sami Hani Yassin, Wafa Hussein Diab, Wassim Hassan Hammoud, Yasser Ali Al Ahmar, Youssef Abdin Shamoun, Youssif Hassan Houjayri.

Philippines • Philippines

Arellano Vicky Vonne, Bueno Victoria, Calalo Arlene, De Sotto Mary Grace, Imperio Madonna Lee, Manalo Julius Caesar, Mendoza Araciel, Nebrija Chari Ville, Rañeses Nefren, Teodoro Julian.

Kalaw Romer Jr., Rempis Benjamin, Dallego Rodolfo, Dimacutac Avelino, Estudillo Alfredo, Fabila Arnold, Gamos Armando, Garcia Ramon, Mateo Pepito, De Ala Celso, Requeiz Oscar, Reyes Oscar, Roldan Noel, Blasco Felipe, Algarne Paterno, Aquino Octavio, Capistrano Joselito, Nuñez Brigido, Orendain Samuel, Pahang Olegario (thanks to our partner PALOS, Manila – merci à notre partenaire PALOS, Manille).

Soudan • Sudan

Madut Akol Madut, Mahjoub Ali Ongina, Emmanuel Bayi Okenyi, Khamis David Kwaje, Chol Michael Mayom, William Kuei, Franco Malish Quirino, Malish John Martin, Taban Simon Alikana, Arike Nuel Charles, Deng Nyok Kuol, Deng Ajieth Mabiior, Angelo Anyuon Yout, Joseph Mabe Goerge, David Abure Dada, William Pabeek Athuai, Peter Dau Reng, Peter Thieb Ater, Joseph Mila Ben, Jofrey Koma Kulumbanu, Santino Ioputu Peter, Siman Malueth Giir, Gabriel Nyok Dau, Avdula Ladule Ozigo.

Sri Lanka • Sri Lanka

Shivantha Nallappan Kathan, Skandakumar Kandiah, Sebamalai Consatione Vaz, Kalithas Kirubagar, Albert Mahendra, Subramaniam Thevaseelan, P.E.Christy Roshan, Shandrarasa Stany, Ramachandran Yogeswaran, Phillipiah Rosario Dharmendra, Vallipuram Ilakkanakumaran, Ramanathan Seevaratnam Ravindra, Vaitthilingam Aingaralingam, Nirojan Ehambaram, Nallathambi Tharmarajah, Thayaparan Thambirajah, Kunasekaram Balasundaram, Krishnamoorthy Rasaiah, Logeswaran Nawaratnam, Jesinath Rasalingam, Jeevarathnam Thavaraja, Sivachandran Albert, Rajanikanth Subramaniam, Visvanathan Singaram, Baskaran Muruges, Yogeswaran Vikneswaran, Elamaran Muneeswaran, Suvendraraja Selvarasa, Ranjan Arumugam, Kunaselvam Sellathurai, Nalliah Amirthalingam, Sivabalasingham Malayandi, Kirubhakaran Marusaleen, Narayanan Kanthasamy, Sasikumar Sinnaiah, Ithayakumar Maheswaran, Suthakar Kanthasami, Kandasamy Rajasingham, Kandiah Ragunathan, Swakin Navaratnam, Mariathas Amalautpavathas, J.Uthayakumar Lambert, Dilushan Clifford Sridharan, Kalithas Prasanna, S.Thevathas, Palanivel Dharmaseelan, Murukaiya Rajanikanthan, Murugesu Ketheswaran, Emeneshar Rajenthiran, Marimuthu Vimalendran, Thankarasa Thevaenthiran, Kunchithambi Sivakumar, Uththandan Jasikumar, Subramaniam Rajendram, Somasundaram Piratheepan, Ghanasegaram Krishanthan, Shanmugam Kagenthiran, Thalaiyagasasingam Kalaiyarasan, Shanmugam Puventhiran, Rasu Sathiyabalan, Selvarasa Santhirasegaram, Selvaraja Arunan, Balasubramaniam Vimalaswaran, Kumarasingam Yogasingam, Karuppiyah Ramanathan, Subramaniam Mohanthas, Rajadurai Sekar, Krishan Kugadas, K Balasingham, K.Sivananthan, Karupaiah Ravichandran, D.W.Gunewardena, A.W.Upul Thilakasena, N.MM. Wajhullah, Gabriel Sangeeth Antony Croos, Muthuvel Samy Veeranatha Paandiyar, A.M.W.M.Dayananda, Mahathevan Paheedaran, Arunakiri Sasitharan, Seenithambi Jehan, Peethamparam Uthayakumar, Kumarakuru Yoganathan, Sivagnanam Jehanathan, Kirushnapillai Samithamby, Kanapathipillai Thavakumar, Ponnuthurai Yokendran, Poopalapillai Thavanithan, Sithiravel Jeevathanan, Sivalingam Santhirakumar, Myilvakannam Rameshkanth, Kanapathipillai Vasanthakumar, Mahathevan Nesanathan, Kumarasamy Raskenthiran, Sivagnanam Shanmuganathan, Thirugnanam Vigneswaran, Kathirkamathambi Tharmalingam, Balakrishnan Haritharan, Kumarasamy Karunanithy, Panchadcharam Parameswaran, Selvanayagam Sangarkanesh.

Tadjikistan • Tajikistan

Juraev Asror, Rahimov Roziq, Karamalishoeva Tahmina, Madjidov Farrukh, Kholmurodova Robiya, Gholibov Sattor, Tokarev Sergey, Ganiev Abdugani, Hamidova Oliya , Gholibov Umed, Ismoilov Bahodur, Kholov Abdumalik, Ruzmatov Islom, JononaeV Jamshed, Nosirov Jamshed, Safarov Khursandbek, Kurbonaliyev Mirzoali, Shamsov Bahridin, Sharipova Adolat, Vahobov Abdugani, Homidov Zafar, Abdulhalimov Manuchehr , Gurevov Murtazo, Odinaev Farhod, Asadbekov Husein, Boltaev Tolibsho, Rahmiddinov Faiziddin, Khushbakhtov Dilshod , Dodiuhodov Gulnavoz, Sabzov Nuronsho, Kulikov Andrey, Khushkadamov Shavkat, Elboev Husein, Idiev Ilhom , Suyunov Khurshed , Hotamov Suhrob, Hakdodov Aziz, Olimov Shirinbek, Jamolov Olim, Boqiev Azambek, Saidova Orifa , Jobirov Fathullo , Qodirov Bakhtiyor, Badridinov Fathuddin, Nazuridinov Shodmon, Amirov Navroozmad, Begov Daler , Gashakov Anvar , Abdulloev Mahmud , Hakdodov Ahliddin, Choriev Gulmurod, Mavlonazarov Nuriddin, Qurbanov Dustmurod, Qosimov Tukhtaboi, Nasridinov Tengizsho, Mahmudov Aziz , Ergashev Kamol, Kamolov Abduvakil, Hakberdiev Toshmir, Nozimov Nemat, Vohidov Sherkhon, Aslamkhonov Davlatyor, Yormahmadov Muhammad, Pirov Zubaidullo, Hodiev Muhammadrahim, Murodov Husein, Akobirov Salomatsho, Vahobov Khudoidod, Odinaev Minkhojiddin, Safarov Khairiddin, Khujakulov Hazratkul , Mahmudova Zarofat, Khudoinazarov Husein, Mashrabov Halimjon, Usmonova Martaba , Bobokalonov Homid, Odinaev Mullo, Yakubov Ruzi, Sharipov Narzullo, Shamsov Gadomad , Halimov Rahmat, Babiev Abdullo , Ismatov Shomahmad, Abdvohidov Farrukh, Asadbekov Firuz, Latipov Mahmudullo, Egamnazarov Hakim, Rizoov Dovud , Izzatov Yoqub, Rajabov Zokir, Kholmuminov Bahodur Davlatov, Aliev Jumakhon, Jumaev Ikhtiyor, Davlatov Asrorqul, Allayorov Saidmuhammad, Latipov Qosim, Mirhasanov Majnun, Zainiddinov Bunyod, Anoyatshoev Najib, Ibragimov Chintoy, Mirzoganiev Mirlan, Mirzonihol Eraj, Davlatov Mahmadsarif, Kayumov Abdujovid, Bahodurov Masnav, Mirzoev Khusrav , Mahmudov Kiromiddin, Dodaliev Zohir, Aminbekov Kabutarsho, Latipov Komil, Mirzoev Ahadkul, Shirinbekov Shaftoli, Shirinbekov Nasim, Azimov Khudoinazar, Mahmadaliev Dilshod, Saidjomiev Noyobsho, Ibodov Rajabali, Khomov Azam, Imomov Mahmadsoleh, Asmatbekov Shavkat, Rahmatulloev Amonullo, Ergashev Fakhriddin, Imomnazarov Shohnazar, Turdiev Fozil, Rizmonov Madkodir, Sodikov Nurali, Najibullo Nosirov, Hakimov Saimuddin, Abdukholikov Suhrob, Mastibekov Samad, Mahmadsarifov Orzu, Tojiev Sohib, Bahodurov Dorob, Alimov Mahmadrassul, Bovari Davron, Ialjuba Imomkulov, Hofiz Zevarshoev , Atoev Farrukh, Mirzoev Kurbonali, Norbuttaev Muminjon, Ibrohimov Azim, Homidov Jamshed, Niyozov Valer, Sharipov Nebakht, Odinaev Saidali, Mahmadsafar Khushnudov, Ibragimov Farhod , Khojaev Abdulaziz, Majidov Abdurahmon.



FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE • Rue du XXXI-Décembre 36 • CH-1207 Geneva, Switzerland
SWISS FOUNDATION FOR MINE ACTION • Phone +41 (0)22 737 20 43 • Fax +41 (0)22 737 20 49
SCHWEIZERISCHE STIFTUNG FÜR MINENRÄUMUNG • CCP 17-503036-5 • info@fsd.ch • www.fsd.ch

